



**Les alliances inter-partisanes :
Étude des élections municipales 2014 à Châteauroux**

Mémoire de recherche présenté par M. Fabien ROULLAND

Sous la direction de M. Jérémie NOLLET

Année universitaire 2014/2015

Avertissement :

L'IEP de Toulouse n'entend donner aucune approbation,
ni improbation dans les mémoires de recherches.
Ces opinions doivent être considérées comme propres à l'auteur(e).

Remerciements :

Je tiens, en premier, à remercier Mr Nollet pour avoir accepté de diriger mes recherches mais surtout pour ses conseils et remarques sur mon travail.

De même, je tiens à remercier l'ensemble des personnes qui m'ont accordé du temps pour répondre à mes questions et m'ont offert de bénéficier de leurs contacts.

Enfin, je remercie beaucoup l'ensemble des personnes qui a contribué à ce travail et sa correction.

Sommaire

Introduction	6
Chapitre 1) L'importance des configurations dans la fabrication des alliances politiques .	15
I. Les forces de gauche	17
II. Les forces de droite	28
Chapitre 2) Les configurations en action : négociations de premier tour.....	37
I. La valse des négociations	38
II. Charisme et leadership : des concepts écrans.....	48
III. L'échec des négociations révélateur de caractéristiques des coalitions.....	51
Chapitre 3) Le second tour : force des liens et irrationalité des choix	57
I. Les actes de campagne dans la balance des coalitions.....	58
II. La décision dans l'entre-deux tours : rationalité limitée	60
Conclusion.....	69
Bibliographie	71
Annexes :	78

Qu'on soit de droite ou qu'on soit de gauche, on est toujours hémiplegique

Raymond Aron

Introduction

En politique, il est d'usage de dire que l'union fait la force, les élections municipales de 2014 semblent confirmer ce dicton. Au premier tour sur l'ensemble du territoire, les listes union de la Gauche et union de la Droite étaient en tête. Elles ont respectivement recueilli 11.40% et 11.31% des suffrages exprimés nationalement, tandis que le PS et l'UMP obtenaient 6.62% et 6.90% en se présentant seul¹.

Les coalitions sont un phénomène politique qui n'a rien de nouveau. Les partis se sont, de longue date, alliés afin d'atteindre leurs objectifs et ce avant même les partis politiques dans leur forme récente². En France, entre 1945 et 1999, sur 23 gouvernements 17 étaient issus de coalitions³. Certaines alliances sont plus courantes que d'autres et paraissent presque naturelles lors des scrutins. Par exemple, le fait que le parti radical de gauche ne se présente pas avec le parti socialiste (PS) serait sûrement un évènement politique plus important que l'inverse. Pour la majorité des partis politiques « importants », c'est à dire la cinquantaine dotés de fonds publics⁴, se présenter à un scrutin implique toujours la question de se présenter en alliance ou en autonomie.

Du point de vue des études, ces coalitions posent énormément de questions. La première est leur définition précise. Le Larousse nous dit : « Entente conclue entre divers partis en vue d'une élection, en régime parlementaire, pour constituer une majorité destinée à soutenir un gouvernement où seront représentées les diverses tendances la composant. ». Deux choses sont intéressantes dans cette définition. Tout d'abord elle implique obligatoirement des partis politiques et ignore les possibilités d'associations de personnes et de réseaux afin de faire valoir leurs intérêts. La seconde restriction posée, c'est la limitation aux alliances de gouvernement et aux élections nationale. Ce sont ces mêmes limites que nous avons

¹ Résultats des élections municipales et communautaires 2014, Ministère de l'intérieur ; Sachant que l'UMP présentait quasiment le même nombre de listes en union, 569, qu'en solitaire, 555, et le PS se présentait 689 fois sous son nom uniquement et 807 fois en alliance ;

² Apparition des partis dans leur forme actuelle à partir de la législation sur les associations du premier juillet 1901 ;

³ STROM, MULLER, BERGMAN, Cabinets & coalitions bargaining, The democracy life cycle in western Europe; Oxford University Press, 2010, p8.

⁴ Décret n°2014-111 du 6 février 2014 pris pour application des articles 9 et 9-1 de la loi n°88-227 modifié relative à la transparence financière de la vie politique ;

retrouvées dans la plupart des études sur les coalitions et qui nous poussent à choisir une élection municipale.

Une littérature majoritairement centrée sur les coalitions de gouvernement

Les théories sur les coalitions politiques peuvent globalement se distinguer en deux grands types : les études économiques rationalistes et les études de politiste comparative sur les gouvernements. Les études mathématiques et/ou économiques ont comme base l'analyse de William H. Riker publié en 1962⁵. Étude qui part du postulat d'un jeu politique purement rationnel où les joueurs recherchent la coalition qui a le plus de chance de remporter l'élection avec le moins de composantes possibles, la coalition minimale gagnante. Cette étude a été complétée au fur et à mesure par des auteurs comme Gamson⁶. Pour lui et ses disciples, l'idéologie des partis politiques coalisant doit être prise en compte dans leur recherche de la coalition minimale gagnante, les calculs mathématiques ne font pas tout. De manière concrète, la principale critique qui a été faite à ces études est d'abord leur postulat économique d'une rationalité pure des acteurs politiques. Pour que la théorie se confirme, il faudrait un système d'information pur et parfait où chaque acteur est détenteur de l'ensemble de l'information mais aussi capable de connaître ses intérêts profonds. De manière grossière, sur notre cas d'étude, pour les coalitions du premier tour, il n'existe aucun indicateur objectif de la population électorale que draine chaque acteur. Il est donc impossible de calculer une coalition minimale gagnante. On peut arguer qu'au second tour la question n'est plus la même et que les acteurs connaissent la valeur électorale de chacun. Cependant, la coalition droite-gauche qui a eu lieu nous montre que la théorie de Riker mais et surtout celle de Gamson est très difficilement applicable.

Depuis une dizaine d'années, ce sont des études comparatives internationales sur les gouvernements et la formation de ceux-ci qui prédominent. Elles sont difficilement applicables aux cas locaux. De plus, la France y est souvent peu abordée au profit des démocraties parlementaires ayant des élections à la proportionnelle intégrale.

Pour les deux cas, on constate très vite qu'il existe peu d'études sur des élections infranationales, la grande majorité des études se basant sur la formation des gouvernements et/ou des majorités parlementaires. L'exemple majeur est le recueil d'article de Strøm, Müller et Bergman : *Cabinets & coalitions bargaining, The democracy life cycle in western*

⁵ William H. RIKER, « The Theory of Political Coalitions », Yale University Press 1962

⁶ William A. GAMSON, « A theory of coalition formation », in *American Sociology Review*, vol.26, p373-382

Europe⁷. L'ouvrage n'aborde que des coalitions parlementaires et gouvernementales. La France est y abordée pour apporter la comparaison statistique mais pas sous forme d'une réelle étude approfondie.

De manière plus récente, on retrouve un focus sur la gouvernance et la régulation des coalitions existantes. Comme le précise Fabien Desage et Nicolas Bué dans leur article épistémologique « Le monde réel des coalitions »⁸ publié en 2009, le problème récurrent de l'ensemble des études précédentes est la prise en compte des événements en tant qu'instant T. Les événements ne sont pas considérés comme partie prenante d'un cycle permanent où l'histoire des partis et des acteurs à un rôle sur le choix des coalitions et ensuite sur le déroulement des exécutifs, et ainsi de suite.

Ce mémoire tentera de prendre en compte l'historique politique de la commune et des acteurs impliqués, mais en aucun cas n'attendra le degré d'informations nécessaire pour prétendre passer outre ce biais. Nous effleurerons les relations passées entre les acteurs qui pour la grande majorité ne disputent pas leur première campagne électorale à Châteauroux en 2014.

Il existe aussi peu d'études monographiques sur des élections infranationales et précisément sur les alliances municipales. Elles sont souvent considérées, par les chercheurs, comme non représentative du jeu politique dans son ensemble, imparfaite pour effectuer des généralisations. Frédéric Sawicki évoquait en 1988 ce manque, ou du moins le peu de reconnaissance pour les études monographiques locales, en défendant l'idée que celle-ci permettent de mettre en avant une diversité des acteurs qu'on ne retrouve pas dans les études nationales qui tendent à généraliser les phénomènes politiques⁹. Nous avons ici la volonté de rechercher cette diversité et d'étudier les coalitions locales au prisme de leur champ politique sans vouloir les intégrer de manière obligatoire dans une typologie nationale qui ne peut s'appliquer précisément dans tous les cas. Une des monographies qui a marqué nos recherches se trouve dans le mémoire de DEA¹⁰ et surtout la thèse de doctorat de Nicolas Bué¹¹ portant sur les élections municipales à Calais, territoire d'union de la gauche. Son travail en font un acteur important des recherches sur les coalitions allant au-delà des théories

⁷ STRØM, MÜLLER, BERGMAN 2010, Op cit.

⁸ Nicolas BUE et Fabien DESAGE, « Le « monde réel » des coalitions » L'étude des alliances partisanes de gouvernement à la croisée des méthodes, in *Politix*, 2009/4 n° 88, p. 7-37

⁹ Frédéric SAWICKI, « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques » in *Politix*. Vol.1, Printemps 1988. pp. 13-28 ;

¹⁰ Nicolas BUÉ, « Entre beau-frère et camarade. La conquête de Calais par les communistes en 1971 », Mémoire de DEA, 1999 ;

¹¹ Nicolas BUÉ, « Rassembler pour régner, négociation des alliances et maintien d'une prééminence partisane : l'union de la gauche à Calais (1971-2005) », Thèse de doctorat en sciences politique, sous la direction de Michel HASTINGS, 2006 ;

classiques.

Le choix d'une monographie s'est donc imposé de manière naturelle au fur et à mesure des lectures au vue du peu d'études qui considèrent les alliances politiques locales comme des alliances à part entière.

Un autre pan important des recherches qui forment ce mémoire réfléchit sur les questions de décision. Il existe de nombreuses études sur la fabrication d'une décision afin de comprendre à quel moment un acteur accepte l'idée d'une coalition. Les recherches que nous avons utilisées vont des questions de décision dans les politiques publiques, base de notre formation à l'IEP de Toulouse, aux recherches récentes de psychologie cognitive sur le processus de décision. Une des théories majeures est celle d'Herbert Simon qui a mis en avant la rationalité limitée des acteurs et de leurs décisions tout au long de ses écrits. Les recherches sur la décision, partant de ce constat, seront un apport intéressant pour comprendre le processus de décision et les facteurs qui vont avoir une influence sur ce dernier. De manière globale, notre recherche va tenter de bénéficier de la pluralité des études, à la manière de Vincent Lemieux dans son ouvrage sur les coalitions¹², pour s'intéresser au plus grand nombre de facteurs possibles.

Des entretiens, les médias de campagne et la presse comme sources

Après les lectures scientifiques, la phase de terrain est un élément majeur de cette étude. Il existe dans la littérature sur le champ coalitionnel la difficulté à pénétrer les lieux de décisions et d'obtenir des informations de la part des acteurs qui fonctionnent dans un anonymat de rigueur. Cela peut pousser de nombreux auteurs à se limiter à une analyse purement théorique, comme le rappelle Arco Timmermans « la théorie des coalitions débute doucement sa rencontre avec le monde empirique des coalitions politique en Europe »¹³. Dans notre cas, au contraire, les acteurs nous ont reçus sans difficulté insurmontable pour ce qui est du local. Il a été possible d'entretenir les acteurs majeurs qui ont fait l'élection municipale castelroussine ainsi qu'un certain nombre de représentant des organes politiques à un niveau supérieur (départements, régions et même nationalement). Nous avons pu rencontrer la majeure partie des acteurs sur place, à Châteauroux, et le reste des entretiens

¹² Vincent LEMIEUX, « Les coalitions, liens, transactions et contrôles », PUF 1998, 235p ;

¹³ Traduction personnelle de "coalition theory is only slowly beginning to meet the empirical world of coalition politics in Europe"; Arco TIMMERMANS, "High Politics in the Low Countries: An Empirical Study of Coalition Agreements in Belgium and The Netherlands", Aldershot, Ashgate, 2003;

se sont déroulés par téléphone. Le fait que la plupart des acteurs ne soient pas des professionnels de la politique a, vraisemblablement, grandement facilité l'obtention des entretiens. Les recherches nous démontrent que la confidentialité est nécessaire pour le fonctionnement des alliances et qu'il reste compliqué de les pénétrer pour des chercheurs. Cependant pour une étude localisée, sur des élections passées, les acteurs ne furent pas réticents dans leur parole. Au niveau national, c'est la question de l'agenda qui s'est imposée comme une fin de non-recevoir définitive et qui a limité l'étude aux représentants nationaux de certains partis uniquement, PS et EELV.

L'écueil principal rencontré pour les recherches de terrain est très bien défini par Nicolas Bué « il est nécessaire de saisir la psychologie de la personne interviewée pour interpréter ses réponses et ses non-réponses. Ainsi, il arrive que certaines personnes répondent à une question sans être sûres de ce qu'elles disent, soit parce qu'elles ne veulent pas décevoir, soit parce qu'il leur est difficile de reconnaître ignorer la réponse.»¹⁴. Travaillant sur un sujet passé, il a été important de dissocier ce que les acteurs évoquent par rapport à la situation actuelle et par rapport aux campagnes sénatoriales et surtout départementales qui ont suivi où certaines alliances se sont poursuivies et d'autres ont évolué.

Une source importante d'information et surtout de documentations a été Mr Belsœur, journaliste retraité de la Nouvelle République qui a écrit un livre sur ces municipales¹⁵. Les documents fournis par Mr Belsœur m'ont permis de retracer l'histoire de cette élection et d'avoir une vision des coulisses de cette campagne sur la base des entretiens de l'auteur avec les candidats au fur et à mesure de la campagne. De même, par son biais, il a été possible d'obtenir une très grande partie des documents de campagne de chacun des candidats (tracts mais aussi discours et veille internet) que les archives municipales n'avaient pas encore. De manière globale, la presse est une source importante de cette étude, pour obtenir les informations sur le déroulement officiel de la campagne, le ressenti local mais aussi pour étudier le rôle que celle-ci a pu avoir.

La dernière source d'information a été l'ensemble des sites internet et les comptes sur les réseaux sociaux des candidats et leurs proches. Bien que la plupart des sites soient aujourd'hui fermés, rien ne disparaît jamais d'internet et nous avons pu retrouver les versions

¹⁴ Nicolas BUE, Entre beau-frère et camarade. La conquête de Calais par les communistes en 1971, Mémoire de DEA Université de Lille 2, 1999, p.15.

¹⁵ Pierre BELSOEUR, Le Bal des prétendants, chroniques indiscretes des municipales à Châteauroux, Ed. La Bouinotte, 2014.

sauvegardé en cache par les moteurs de recherches. Cela nous a permis d'obtenir la parole officielle des candidats au quotidien pour retracer leurs discours au cours de la campagne.

Au-delà des sources qui ont été interrogées sur cette étude il est important d'évoquer la question de mon engagement politique personnel. Militant au sein d'Europe Écologie Les Verts (EELV) depuis bientôt six ans, il est indéniable que ma position militante a forcé un travail supplémentaire pour s'approcher de la neutralité axiologique. Candidat aux élections municipales toulousaines la même année, il a été très important de passer au-delà de ma propre expérience des alliances politique et des négociations aussi bien au premier qu'au second tour de cette élection, pour éviter de projeter mes croyances et expériences. Cependant, ma position de « connaisseur » de ce qu'est une campagne vécu de l'intérieur à jouer un double rôle : un rôle de connaissance des phénomènes qui agitent les partis politiques et des procédures interne, tout du moins précisément pour EELV, et enfin un rôle de remise en cause permanente des entretiens au prisme des discours attendus que je pratique moi-même. Ainsi, tout en restant neutre, il semble qu'il soit plus simple de déceler des discours attendus ou des discours de justification à posteriori quand on les pratique au quotidien. La tâche la plus difficile fût d'éviter la comparaison entre les deux scrutins qui n'ont que très peu de facteurs comparables.

Le résultat est une étude qui tend au maximum vers l'indépendance vis-à-vis de mon militantisme sans pour autant négliger le rôle qu'a pu avoir celui-ci dans ma connaissance des processus de négociation d'une alliance partisane.

Problématique

Il s'agira donc de se poser la question des facteurs qui agissent dans la réalisation d'une coalition politique.

Et de ces recherches préliminaires, de nos lectures, ce sont trois grandes hypothèses qui apparaissent en réponse à cette problématique. Tout d'abord, l'importance des relations entre les acteurs comme facteur premier des coalitions locales, dans la suite de cette hypothèse, l'idée que la campagne joue un rôle dans les choix de coalitions. Et enfin, la remise en cause des théories de la rationalité des coalitions dans la cadre des élections locales.

Plan du mémoire

L'ensemble des recherches mais surtout l'apport des entretiens avec les acteurs du champ politique castelroussins nous permettent d'étudier cette élection municipale de manière chronologique.

Ainsi, il s'agira d'abord d'étudier la formation des candidatures du premier tour et de cartographier la configuration politique locale afin de comprendre la place des acteurs dans le processus de candidature tout en prenant en compte l'influence nationale. Ensuite, le second chapitre s'intéressera au déroulement des négociations et la formation concrète des alliances du premier tour. Ce sera l'occasion d'étudier la question des programmes des candidats pour comprendre leur positionnement futur et l'apartisanisme de cette campagne. Enfin, dans le dernier chapitre se posera la question des alliances de second tour en étudiant le phénomène de décision et sa rationalité, tout en prenant en compte les effets de la campagne sur les acteurs.

Présentation du terrain : Châteauroux

La question du choix de la ville de Châteauroux est revenue très régulièrement, surtout de la part des protagonistes même du scrutin. C'est un choix qui s'est fait quasiment naturellement au cours des réflexions préliminaires sur le sujet de ce mémoire.

S'est d'abord posé la question du choix d'une monographie et non d'une étude plus générale sur les alliances nationalement. Ce choix nous l'avons fait pour plusieurs raisons. Tout d'abord c'est l'intérêt pour les questions municipales. Avec ces élections, nous nous plaçons dans une position totalement différente de la majorité des études qui se basent sur des accords nationaux. L'élection municipale présente un certain nombre de caractéristiques plus qu'intéressantes. En effet, c'est l'élection avec le plus fort taux de participation après les deux tours des élections présidentielles¹⁶, en 2014 le taux de participation reste de plus de 60% nationalement. C'est donc une élection qui intéresse fortement les acteurs politiques qui savent que le maire est encore un personnage publique important. De plus c'est une élection au mode de scrutin bien particulier. En 2014, c'était la première fois que les élections portaient autant sur la municipalité que les intercommunalités. L'élection se fait sur un scrutin de liste majoritaire à 2 tours avec une prime majoritaire de 50% des élus. Ce

¹⁶ Tableau ministère de l'Intérieur sur la participation, annexe n°1 ;

type de scrutin a fortement tendance à favoriser les alliances au vue des risques de se retrouver sans élu si on ne fait pas partie des deux premières listes. La prime majoritaire de 50%, la plus importante de l'ensemble des scrutins français, fait que les places au conseil municipal sont très chères. A Châteauroux, par exemple, 43 sièges sont disponibles, la moitié est automatiquement prise par le vainqueur avant partage à la proportionnelle. Pour les candidats, il est donc plus avantageux d'être sur une liste d'union qui fait 48% que dans une situation où plusieurs listes se divisent et doivent se partager les postes aux alentours de 15% chacun. Enfin, l'élection municipale est intéressante car elle peut apporter des situations inconnues dans le jeu politique national. Mark Kesselman parlait de consensus ambigu¹⁷, selon ce concept un élu local va favoriser sa commune plus qu'une bataille politique, et ainsi, les conseils municipaux soient des lieux moins politisés que d'autres. La question qui se pose ici est de savoir si le champ politique municipal est si différent que le jeu politique national.

Ensuite c'est une question pratique, d'accessibilité au terrain qui a motivé le choix de la ville en elle-même. Châteauroux est un terrain idéal où l'ensemble des partis politiques présent dans le jeu national sont installés de manière constante et ont décidé de participer à cette élection. Et c'est une ville avec lequel nous n'avons eu aucun contact politique précédent cette recherche, assurant une indépendance nécessaire.

La ville de Châteauroux est la préfecture du département de l'Indre et quatrième ville la plus importante de la région avec près de 45 000 habitants¹⁸. Sur le plan démographique, la commune évolue, comme la population nationale, vers un vieillissement. De plus Châteauroux est en perte de population depuis les années 1990, à l'exception des 60 ans et plus. La répartition en termes d'activité nous confirme l'image d'une ville avec près d'un tiers de personnes retraitées, puis environ 18% d'employés, 14% d'ouvriers et 13% de professions intermédiaires pour seulement 6% de cadres supérieurs. Sur le plan économique, le taux de chômage suit la courbe nationale aux alentours des 10% et est en hausse permanente depuis le début des problèmes économiques du pays¹⁹. Ainsi Châteauroux est en quelque sorte symbolique de ces villes moyennes françaises qui souffrent. Des villes

¹⁷ Mark KESSELMAN, « Le consensus ambigu, étude sur le gouvernement local » Ed Cujas, 1972, pp 150-151 ;

¹⁸ Chiffres clés sur Châteauroux, INSEE <http://petitlien.fr/InseeChtx>

¹⁹ Selon les calculs Ministère du Travail, les calculs INSEE donnent plus de 17% en 2012 au dernier recensement et en hausse constante.

vieillissantes où l'activité économique reste stagnante, ne permettant pas d'attirer un regain de population.

Politiquement, Châteauroux est une ville qui oscille entre la droite et la gauche sans jamais donner mandat trop longtemps à l'une ou l'autre. Ainsi, depuis le début de la Vème République, la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) puis le PS et les partis de droite républicaine ont effectué deux mandats successifs avant de perdre en faveur d'une alternance. On peut cependant constater que la population favorise plus souvent des listes consensuelles. Ainsi Gaston Petit, qui succède en 1967 à un autre membre de la SFIO, est élu sur une liste SFIO ouverte aux radicaux, au centre et à des non-encartés. En 2001, Mr Mayet, aujourd'hui encarté UMP, est élu sans étiquette politique avec une liste de personnes dont beaucoup n'ont jamais été candidates à des élections ou membres de partis. On constate cependant l'influence grandissante des partis dans le jeu local et intercommunal.

Lors des élections nationales récentes, au contraire, la majorité est socialiste. Ainsi les deux députés du département sont socialistes et François Hollande y a obtenu une majorité importante de 59.38% au second tour après un premier tour en tête à 34%. Il en était de même pour la présidentielle de 2007 où Ségolène Royal avait remporté le suffrage castelroussin avec 53.22%. Si on remonte en 2002, c'est Jacques Chirac qui était en tête de très peu au premier tour, mais l'addition des scores de la gauche traditionnelle les place fortement devant.

Ce qu'on peut en conclure, c'est que Châteauroux semble suivre les tendances politiques nationales et c'est en cela qu'il sera intéressant de comprendre le processus électoral de 2014. Le parti socialiste était donné perdant nationalement, mais la ville de Châteauroux ne peut pas non plus être considérée comme un territoire de droite acquis à un baron, la victoire n'était donc pas hors du champ des possibles.

Ce qui est intéressant dans cette commune et son étude ne doit cependant pas nous faire ignorer les écueils d'une recherche municipale. Ainsi il sera important d'être d'une précision et d'une connaissance très importante sur les questions localisées qui peuvent se poser dans cette élection. Par rapport au niveau national, la personnalité des candidats et leurs relations peuvent être plus importante et il nous faudra savoir déceler cela. De même, étude locale ne signifie pas que nous allons ignorer les facteurs nationaux qui peuvent intervenir dans les rapports locaux.

Chapitre 1) L'importance des configurations dans la fabrication des alliances politiques

Pour comprendre les coalitions qui ont eu lieu lors des élections municipales castelroussines, il nous faut étudier deux cadres complémentaires. En premier lieu, un cadre national figé : la configuration politique à l'approche des municipales de mars 2014. Puis, les relations, les interdépendances et les évolutions de cette configuration sur l'échiquier politique local, en vue des désignations des candidats. Cette partie, dans une logique chronologique ne s'intéresse qu'à la pré-campagne, c'est-à-dire la période qui court des annonces de candidatures, réelles ou stratégiques, jusqu'à la fin des négociations inter-partisanes. Cette période doit être séparée de la campagne en elle-même qui sera l'objet du chapitre suivant sur les négociations. Ainsi, il peut être aisé de confondre les deux dans le sens où il est possible de déposer des candidatures jusqu'à 3 semaines avant le scrutin. Dans notre cas, cette période s'est arrêtée aux environs de décembre 2013, au moment où l'ensemble des candidats définitifs était connu. Ce qui différencie principalement les deux périodes c'est la cible des communications, la période de pré-campagne peut être définie comme la période où les possibles candidats se parlent entre eux par l'intermédiaire des médias et le cas castelroussin regorge d'articles de presse destinés uniquement aux militants et possibles candidats. La communication en période de campagne, à proprement parlé, à pour cible les électeurs en plus des acteurs politiques.

Dans la très grande majorité des alliances politiques un parti politique est impliqué. Le cas de Châteauroux ne fait pas exception. Bien que local et uniquement axé sur la municipale castelroussine, notre étude ne peut ignorer l'influence du jeu politique national sur son action. Il y a d'abord la question des statuts, les règles qui définissent la liberté d'action de l'ensemble des niveaux et interviennent donc sur les sections locale et le processus de désignation des candidats. Ensuite, se pose la question de la position du parti dans le jeu national de la période et il s'agira de démontrer que cela influe fortement sur les réflexions municipales. Enfin, nous étudierons précisément les sections locales afin d'avoir un spectre complet des rapports de force politiques. Cette partie se base sur la notion de configuration de Norbert Elias²⁰ et avec en exemple l'utilisation qui en est faite par Julien

²⁰ Norbert ELIAS, « Qu'est ce que la sociologie ? », Presses-Pocket, Paris, 1993, p. 157

Fretel pour étudier l'UDF²¹. C'est-à-dire que pour comprendre les coalitions, il nous faut comprendre les équilibres, les relations et l'interdépendance qui peut exister entre les partis politiques nationalement et leurs pendants locaux.

Nous commencerons donc par l'étude nationale, c'est-à-dire un regard porté sur les chiffres (adhérents²² ou élus²³), les questions légales (statuts et règlements intérieurs) mais surtout sur la situation politique lors de cette période. Cela nous permettra de se poser les bonnes questions sur les sections locales par la suite.

Cette étude des partis se base fortement sur la typologie de Maurice Duverger²⁴ des partis politiques, afin de faire une différence entre les partis majoritaires, ceux qui domine le système français et les différents types de partis minoritaire qui existent.

²¹ Julien FRETTEL, « L'UDF au prisme du jeu d'échelle » in « Partis politiques et systèmes partisans » sous la direction de Florence HAEGEL, 2007 Presse de Sciences Po, pp 183-218

²² *JolPresse*, « Panorama des partis politiques en France : élus et adhérents », 4 décembre 2013

²³ Figure 1 : Tableau le monde sur les élus, Le Monde, « Après les départementales, quel est le premier parti de France » 31 mars 2015, par Alexandre Pouchard

²⁴ Maurice DUVERGER, « *Les partis politiques* » Armand Colin, 1951 ;

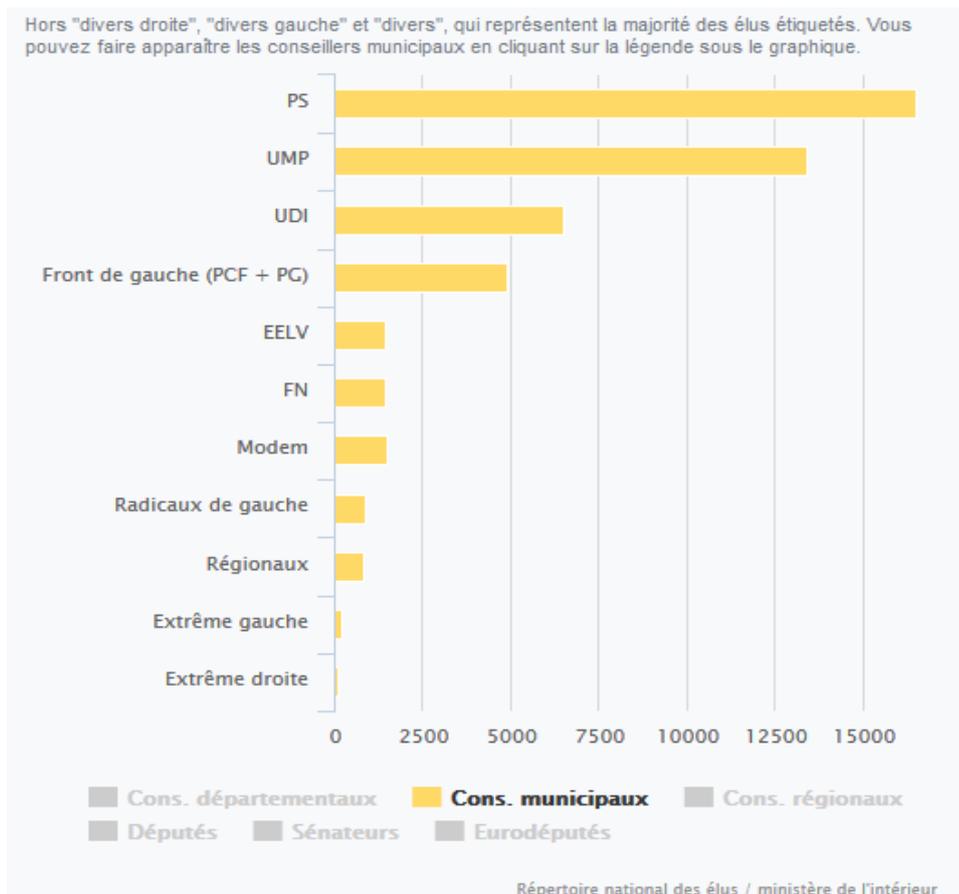


Figure 1 Élus municipaux par parti politique, source Le Monde.

I. Les forces de gauche

1. Le parti socialiste : majoritaire et rassembleur

i. Un positionnement national de leader majoritaire

Le parti socialiste (PS) est aujourd'hui le premier parti de France en terme de nombre d'élus, avec plus de 20 000 représentants²⁵, cependant en terme de militants, les chiffres sont en baisse depuis que le parti est arrivé à la tête de l'État en 2012. Ainsi le parti déclare aujourd'hui avoir environ 150 000 noms dans leurs listes et 60 000 adhérents à jour de cotisation²⁶, en baisse constante selon les informations²⁷. Au-delà de ces chiffres, l'idée principale qui ressort de la place du PS en France, c'est sa position de parti majoritaire. Si l'on reprend la typologie de Maurice Duverger, le parti de François Hollande reprend

²⁵ Détails des chiffres selon les différents mandats en annexe n°2

²⁶ *Le Monde*, « Le parti socialiste vise les 500 000 adhérents d'ici à 2017 », 13 décembre 2014, par Nicolas Chapuis ;

²⁷ *Sud Ouest*, « Le Parti socialiste aurait perdu 25 000 membres en deux ans », 15 juin 2014 ;

l'ensemble des caractéristiques qui font un parti dominant du jeu politique. Tout d'abord, c'est un parti de masse, 150 000 personnes au sein de leur réseau en fait le second parti le plus important de France. Cette masse veut surtout dire une présence sur l'ensemble du territoire par le biais de tout un réseau de structures locales : les sections. Le maillage du territoire étant quasi-complet à ce jour, le PS peut se présenter dans presque l'ensemble des scrutins français. Et ensuite, c'est le deuxième parti de gouvernement français, le parti sans lequel l'aile gauche de la politique française ne peut obtenir le pouvoir.

Nationalement, à l'approche des élections municipales, les socialistes se positionnent majoritairement pour une union de la gauche autour de leurs candidats. A la période de notre étude, le parti socialiste est au pouvoir dans une coalition composée de différentes forces de la gauche que sont le parti radical de gauche (PRG), Europe Écologie les Verts (EELV) et le Mouvement Républicain et Citoyen (MRC). Pour le mouvement socialiste national, la situation est alors limpide, la majorité présidentielle est unie par son action gouvernementale et doit donc se présenter devant les électeurs unie lors des élections municipales. C'est ainsi que Mr Borgel, secrétaire national aux élections du PS explique que *« nos alliés ne peuvent pas choisir le rassemblement quand ça les arrange, l'autonomie quand ça les démange »*²⁸. La position socialiste met en avant le phénomène de « dépendance au sentier²⁹ », ce concept qui explique, grossièrement, que les décisions prises par le passé influent et orientent le présent et surtout qu'il est difficile de sortir des ornières créées par ces décisions antérieures. La dépendance au chemin est très importante dans le positionnement socialiste, ainsi, aux élections législatives de 2012, des accords avaient été signés par le PS avec chacun de ses alliés pour gouverner conjointement. En 2014, les dirigeants considèrent ainsi que les élections municipales sont la suite logique de l'accord de 2012 étant donné que ce dernier dure pour l'ensemble de la mandature. Le discours d'union du PS se base sur deux arguments principaux. Il y a d'abord celui de l'accord de mandature donc, mais aussi celui du risque de faire perdre la gauche. Les ténors nationaux du parti socialiste ont ainsi attribué une partie de l'élimination dès le premier tour de leur candidat dans une législative partielle à la présence d'un candidat étiqueté EELV³⁰. Cet argument, ce « risque d'un nouveau 21 avril » par rapport à l'élimination du candidat socialiste dès le premier tour des élections

²⁸ *Le Figaro*, « interview de Christophe Borgel », 2 juillet 2013, par François Xavier Bourmaud,

²⁹ Paul PIERSON, « Increasing returns, path dependence, and the study of politics », in *American Political Science Review*, 2000 Vol 94, pp 251-267;

³⁰ *Le Monde*, « Les écologistes bloquent les alliances avec le PS pour les municipales » 6 juillet 2013, par Raphaëlle Besse Desmoulières

présidentielles en 2002, constitue la seconde base de l'argumentaire socialiste au moment de la préparation des municipales 2014. Ces deux caractéristiques sont le signe d'un parti majoritaire qui tente d'unifier les différentes composantes qui évoluent dans sa sphère d'influence directe.

ii. La section castelroussine

Au niveau local, le parti socialiste est en situation de reconquête de la mairie, perdue il y a 12 ans au bénéfice de Jean François Mayet (UMP). La section socialiste castelroussine comporte plus d'une centaine d'adhérents. Au niveau élus, les 2 députés de l'Indre sont socialistes tout comme la majorité au conseil régional, anciennement présidé par le ministre Michel Sapin.

Lors des deux dernières élections municipales, et donc défaite socialiste, il y avait plusieurs listes de la gauche proche du PS. En 2001, le maire socialiste sortant, Jean-Yves Gateaud, avait vu la candidature du PRG réaliser un score de près de 8% au premier tour avant de se rallier à la cause du sortant et futur défait. La défaite de 2008 fût plus importante avec une défaite au premier tour. Jean-Yves Gateaud avait réalisé un score de 37,86% face aux 50,23% du sortant. Au même titre que nationalement, le PS avait accusé la candidature de Monique Lajonchère (7,8%)³¹, portant une liste citoyenne mais majoritairement reconnue comme écologiste, d'avoir créé des divisions.

La section castelroussine et son secrétaire, futur tête de liste, Mark Bottemine, se base sur les positions nationales d'union dès le premier tour pour se présenter unie devant les électeurs. L'union sera sa priorité dès sa désignation. Le problème de la section, c'est la lutte d'influence entre les deux ténors nationaux se disputant ce territoire. D'un côté André Laignel, ancien secrétaire d'État du gouvernement Cresson et maire d'Issoudun, 2^{ème} commune du département. De l'autre, Michel Sapin, encore aujourd'hui Ministre, ancien maire d'une commune proche de Châteauroux et ancien président du Conseil Régional Centre. En 2011, André Laignel a décidé de participer à la reconquête socialiste de Châteauroux en initiant Châteauroux à Gauche, une association au but assumé de préparer les élections municipales 2014. A l'approche des municipales de 2014, la section reste divisée par cette association. Une partie de la section restant fidèle à la ligne Bottemine, ligne de Michel Sapin et l'autre ayant pris part à l'association de Mr Laignel, incluant des

³¹ *La Nouvelle République*, « Municipales 2014 : bousculade au portillon » 10 février 2013, par Bruno Mascle

personnes comme la conseillère municipale d'opposition castelroussine Kaltoum Benmansour.

La seconde question qui a posé des problèmes à la section socialiste durant cette période est celle des adhésions en masse. Dans les 6 premiers mois de 2013, le nombre d'adhérents à la fédération a quasiment doublé forçant la section à modifier ses règles et à avancer la date de désignation de la tête de liste. Lors des différents entretiens, les acteurs ont évoqué que ces adhésions semblaient venir en majorité de personnes proches de Mme Benmansour, qui était considérée comme candidate plausible à la tête de liste socialiste et membre importante de Châteauroux à Gauche.

Pour la section socialiste, la volonté d'union est donc double, c'est d'abord celle de la section en elle-même et ensuite réussir à rassembler les partenaires traditionnels. Pour le candidat Bottemine ce sont les deux missions qui sont fixées dès sa nomination, car sans la base militante au complet et des partenaires, la campagne serait difficile à remporter après deux défaites.

2. EELV : parti minoritaire entre alliances et autonomie

i. Un parti minoritaire stable, voir en hausse

Europe Écologie les Verts fait partie de la galaxie des partis qui existent autour du parti socialiste au travers de nombreuses alliances au fur et à mesure des élections locales et nationales. Parti qui comptabilise environ 10 000 adhérents³² selon les chiffres officiels mais qui comptabilise un peu moins de 2000 élus. C'est un parti de minorité permanente³³ qui existe par la proportion inchangée de population qu'il représente. La typologie de Duverger nous décrit un parti de minorité permanente selon les critères suivants : « par leur structure ils correspondent à des partis de masse [...] ils appartiennent à une fraction de l'opinion publique, fortement minoritaire, mais stable ». Il est tout à fait possible de rattacher EELV à ces standards. Ainsi c'est un parti organisé de la même façon qu'un parti de masse avec une structure fédéral composé de différents échelons infranationaux. La structure de base est le groupe local, puis il est possible d'avoir des structures départementales (plus rares chez les écologistes qui souhaite la suppression de cet échelon institutionnel) et une structure régionale importante³⁴. Malgré ses 10 000 adhérents seulement, le parti est présent dans la

³² *JolPresse*, « Panorama des partis politiques en France », op cit.

³³ Maurice DUVERGER, 1951, op cit. , pp 392 - 402

³⁴ Statuts d'Europe Ecologie les Verts

plupart des grandes villes de France et sa présence aux élections est en hausse constante depuis la fondation des Verts en 1984 et d'EELV en 2010. Le livre d'Erwan Lecœur, *Des écologistes en politique*³⁵, nous apporte des précisions sur le développement du mouvement écologiste en France et on peut en extraire que c'est réellement au moment de la fondation des Verts en 1984 que se développe un vote écologiste uni dans les urnes. Les candidatures écologistes se développent au sein de différents mouvements à la suite de l'élection présidentielle de 1974 et la candidature de Renée Dumont³⁶ mais finissent par se regrouper durablement au sein des Verts. Basé à l'origine sur des mouvements sociaux tels que la défense de la nature, la lutte contre le nucléaire ou encore l'altermondialiste, les idées écologistes sont encore récentes et peuvent donc être assimilées à l'idée de minorité « germes »³⁷, leur laissant penser que les résultats électoraux peuvent s'améliorer encore.

Au niveau des résultats électoraux, les résultats des élections nationales tel que les présidentielles et les européennes nous donnent une moyenne autour du million d'électeurs constant³⁸. Depuis le début du parti, la question des alliances s'est toujours posée. Les Verts de leur création à la prise de pouvoir de Dominique Voynet en 1993, était sur un système ne se considérant ni de gauche, ni de droite. A la prise de pouvoir de Mme Voynet, le parti écologiste débute son ancrage à gauche et va participer à de nombreuses alliances dont la gauche plurielle sera un symbole. Au moment des municipales, EELV doit décider de sa position pour les municipales avec 3 points cardinaux.

Tout d'abord, le fonctionnement du parti en lui-même, les statuts du parti sont clairs, le principe de subsidiarité s'applique pour les élections et c'est ainsi aux groupes locaux de décider de leurs stratégies électorales. Le national du parti n'a aucun droit d'intervention sur l'action des différentes instances locales.

Le second principe est tout aussi majeur pour le parti écologiste, c'est le fonctionnement des élections par « autonomie contractuelle ». Ce système qui a remplacé le « ni-ni »³⁹ et la gauche plurielle détermine que les écologistes se présentent en autonomie au premier tour dès qu'ils le peuvent afin de savoir la place qu'ils occupent réellement dans l'opinion et ensuite s'allient à la force de gauche en tête de manière proportionnelle à leur résultats du premier tour.

³⁵ Erwan LECOEUR, « Des écologistes en politique » 2011, Ed. Lignes de repères, 220p ;

³⁶ Ibid. p 35 ;

³⁷ Maurice DUVERGER, 1951, op cit. p 395 ;

³⁸ FranceRécapitulatif des scores aux élections nationales des écologistes : <http://www.france-politique.fr/elections-les-verts.htm> ;

³⁹ Période entre 1984 et 1993 chez les Verts de positionnement « ni de droite, ni de gauche » ;

Enfin, il y a le respect de l'accord signé avec le Parti Socialiste qui s'est confirmé par la présence de 16 députés à l'Assemblée Nationale et de 2 ministres au gouvernement. Cet accord est critiqué par un certains nombres d'acteurs important du parti et des sujets de discorde sont nombreux⁴⁰ : Aéroport de Notre Dame des Landes, démission forcée de la Ministre Delphine Batho et surtout les retards sur l'application de l'accord, sur le nucléaire par exemple. Une enquête auprès des militants écologistes de Daniel Boy⁴¹ rapporte ainsi que si 75% des militants étaient favorables à l'entrée au gouvernement à sa création en 2012, ils sont aujourd'hui seulement 49%.

EELV est donc pendant la période pré-électorale dans une situation de décision qui peut basculer aussi bien vers la coalition que vers l'autonomie. Les facteurs nationaux semblent cependant s'effacer au profit de l'influence de la configuration locale, qui aura statutairement la décision finale.

ii. Un groupe local insuffisant pour l'autonomie

La section castelroussine du parti écologiste n'existe pas en tant que telle, le groupe local en charge des décisions, est un groupe qui réunit l'ensemble de l'Indre. Les adhérents de Châteauroux au sein de ce groupe local représentent moins de 10 personnes. En 2008 mais aussi en 1989, le groupe local avait monté une liste autonome du PS pour le rejoindre, si possible, au second tour. La particularité de ces listes, c'est que bien que considéré comme écologistes par les médias et les autres candidats, elle n'étaient composé que de très peu de personnes officiellement étiquetées parti Vert. Une des personnes interrogées croit se souvenir qu'en 2008, la liste de 43 candidats était composée de moins d'une dizaine de personnes encartées et d'une grande majorité de sympathisants et personnes gravitant dans le réseau écologiste.

En 2013, l'idée principale du groupe local est d'être capable de remonter une liste autonome dans la logique de l'autonomie contractuelle. Sauf que concrètement cela leur sera impossible au vue du peu d'adhérents ou de sympathisants souhaitant se présenter. Comme le rappelle un adhérent, la volonté d'autonomie est là mais c'est la volonté de candidater qui fait défaut à la plupart des gens.

La problématique du groupe EELV est donc de savoir vers quelle alliance se tourner, la volonté de présence sur les élections municipales étant définitivement actée. Les questions

⁴⁰ *Le Monde*, « Huit pommes de discorde entre EELV et le PS » 4 juillet 2013 ;

⁴¹ Daniel BOY « Enquête auprès des adhérents, coopérateurs et sympathisants d'EELV » rapport d'étape, 24 juin 2013, p 22

qui traversent le groupe sont celles qui traversent le parti nationalement, tout d'abord les problèmes de relation avec le PS évoqué précédemment et l'existence de plus en plus en plus d'alliances rouge et verte. Au niveau du groupe local, les deux tendances sont représentées malgré le groupe restreint, une partie se dirigeant plus vers le PS et l'autre souhaitant tenter des alliances avec le Parti de Gauche et Châteauroux à gauche.

3. PRG-MRC, des partis satellites...

i. ...en orbite autour de la planète socialiste

La typologie de Duverger reste notre source de distinction principale des différents partis politiques. Le Parti Radical de Gauche et du Mouvement Citoyen et Républicain sont alors des partis « de personnalité » et dans cette catégorie des partis satellite qui gravite autour d'un grand parti à volonté majoritaire, dans notre cas le parti socialiste. Le parti radical de gauche, dans sa forme Parti Radical, a connu une période de grande importance dans notre histoire démocratique, faisant partie des très grands partis qui faisaient et défaisaient les coalitions parlementaires de la IIIème République. Bien qu'issu d'une scission de ce parti, le PRG n'hésite pas à rappeler que c'est le parti le plus ancien de France, le parti de Jean Moulin ou encore de Clémenceau⁴². A l'heure actuelle, le mouvement ne compte plus qu'une dizaine de milliers d'adhérents⁴³ et un peu moins d'un millier d'élus. Parti satellite du PS parce que les candidatures hors des alliances avec le PS sont devenues l'exception par rapport au fonctionnement du parti. C'est dans l'ADN même du parti que de s'allier, ainsi quand se fait l'acte fondateur du PRG⁴⁴ en 1972 c'est pour rejoindre le programme commun avec le Parti Communiste Français (PCF) et le PS. Un exemple assez flagrant et plus récent de ces liens, est la candidature de Jean Michel Baylet, président du PRG, à la primaire organisée par le Parti Socialiste pour désigner son candidat lors des présidentielles de 2012. Bien qu'ouverte à l'ensemble des personnes se reconnaissant dans « les valeurs de gauche », et donc ouvertes aux autres mouvements, ce n'est pas un acte anodin que de se présenter à la primaire d'un parti n'étant pas le sien afin d'en être le candidat. Ce sera d'ailleurs l'unique candidat non encarté au PS à se présenter, réalisant un score de 0.64%⁴⁵.

⁴² *Le Lab Europe 1*, « Pour recruter de nouveaux adhérents, le PRG convoque Georges Clémenceau et Jean Moulin » 22 avril 2013, par Sébastien Tronche ;

⁴³ *Idem.*

⁴⁴ Mouvement de la gauche radicale-socialiste à l'époque en 1972 ;

⁴⁵ Ce qui équivaut à 17 055 voix sur les 2 661 231 participants au 1^{er} tour ;

Pour les élections municipales, il n'existe aucun accord national régissant le fonctionnement des listes PRG et PS, cependant on constate rapidement que la majorité des instances départementales ont tenté de s'entendre afin d'éviter des désaccords sur les lieux où le PRG était en mesure d'investir des candidats. La surveillance se faisant par le pouvoir ou non des instances départementales de confirmer l'investiture⁴⁶ et la médiation du national en cas de conflits. De manière globale, Il ressort une volonté de se partager « cordialement » les candidatures, avec une prime pour les maires sortants des différents partis.

Le mouvement républicain et citoyen est dans une situation nationale encore plus difficile que le PRG avec 6000 adhérents revendiqués mais surtout un nombre d'élus négligeables⁴⁷. La force principale est celle de son président fondateur, Jean-Pierre Chevènement et dans ce sens, on y retrouve les caractéristiques d'un petit parti de personnalité selon la typologie Duvergienne. A l'approche des municipales, le MRC cherche à maintenir les quelques mairies qu'il détient et dans une logique de s'allier au PS là où des militants sont présents. Il ne semble pas y avoir eu d'accord nationaux malgré un appel de la part du MRC⁴⁸ qui souhaitait entériner sa position avec le PS et les autres forces de la majorité gouvernementale.

ii. Les sections locales

Localement, la situation des deux mouvements est assez floue, d'un côté, nous avons la section PRG, qui existe au début de l'année 2013 avec une tentative autonomiste, avant d'être dissoute en cours d'année par la fédération nationale. De l'autre le MRC ne revendique aucune fédération à part entière dans le département.

Le PRG castelroussin est une section ancienne qui s'est déjà présentée de manière autonome aux élections municipales en 1995 et 2001 par le biais de Mr Arroyo, son leader. La section locale semble avoir au début de l'année 2013 des velléités autonomistes encore une fois et annonce une possible candidature de Mr Arroyo⁴⁹ sur laquelle nous reviendrons plus en détail ensuite. Le problème principal de la section radical castelroussine va être sa mise sous tutelle au début de l'été 2013⁵⁰ et la démission dans la foulée de l'ensemble de ses

⁴⁶ Statuts du Parti Radical de Gauche : <http://www.planeteradicale.org/-Statuts-.html>

⁴⁷ Moins de 200, mais 3 députés grâce à l'accord national de 2012 avec le PS.

⁴⁸ Bastien Faudot, « le rassemblement de tous suppose la considération de chacun » 12 juillet 2013 sur MRC-France.fr

⁴⁹ *La Nouvelle République du centre ouest*, « M.Arroyo, candidat radical » 23 mars 2013, par Albane Ratsivalaka ;

⁵⁰ *La Nouvelle République du centre ouest*, « Le candidat Michel Arroyo démissionne du PRG », 11 septembre 2013 par Albane Ratsivalaka ;

adhérents. Mr Arroyo qui quitte le parti, entraîne avec lui l'ensemble des militants dans la fondation de l'Association des Démocrates de l'Indre (ADI). Ainsi le PRG ne sera pas présent en tant que parti lors des élections municipales de 2014 mais l'ensemble des forces qui composait la section quelques mois auparavant le sera.

Pour le MRC, il nous a été impossible de prouver l'existence d'une fédération sur l'Indre. Cependant un militant du parti est présent sur les listes socialistes dès le premier tour. Il nous est donc impossible de poser une configuration locale au-delà de la position nationale du parti.

4. Les forces de la gauche rouge

i. Front de gauche : parti de gauche et parti communiste

Le Front de gauche (FdG) n'est pas en soi un parti politique, c'est d'ores et déjà une alliance entre plusieurs partis dont l'existence récurrente en fait une force quasi-institutionnalisée. Sur un plan national, c'est l'alliance de deux petits partis : le parti de gauche et la gauche unitaire, avec le parti communiste, un grand parti sur le déclin. Fondé lors de la campagne des européennes de 2009, le mouvement est resté dans le temps et a agrégé de plus en plus de petits partis en son sein⁵¹. Dans le cadre de cette étude, il ne s'agit pas de le considérer comme une force unique mais plutôt d'étudier les deux forces présentes à Châteauroux que sont le parti communiste et le parti de gauche.

Le parti communiste français est un parti qui fût longtemps un des plus massifs de France, mais qui aujourd'hui souffre d'une baisse considérable des adhésions et de son nombre de représentants élus⁵². En s'alliant avec le parti de gauche derrière la candidature de Jean Luc Mélenchon aux élections présidentielles de 2012 le parti communiste a modifié sa trajectoire électorale. En 1981, le PCF réalisait un score de 15,3% à la présidentielle mais depuis le maximum fût de 8,6% en 1995 avec des baisses jusqu'à 1,9% pour Marie-George Buffet en 2007⁵³. Après les réussites nationales du Front de gauche, la position du PCF doit évoluer au niveau local, classiquement en alliance avec le PS. Dans un article pour le monde diplomatique, Julian Mischi évoque les questionnements internes au PCF:

⁵¹ *Mediapart*, « Le mouvement de Clémentine Autain rejoint le Front de gauche » 12 juin 2011, par Lénéaig Bredoux ; & Communiqué de presse du Front de Gauche « Une nouvelle étape s'ouvre pour le front de gauche » 2 juillet 2011 ;

⁵² Figure n°1 sur le nombre d'élus ;

⁵³ Résultats des présidentielles de la V^{ème} République sur www.France-politique.fr

« Le Front de gauche a en effet impulsé une dynamique qui s'accorde mal avec la poursuite d'une configuration classique d'union de la gauche PCF-PS. Les élections municipales de mars 2014 ont d'ailleurs donné lieu à des tensions très fortes entre le PCF et le PG, favorable à des listes autonomes du PS dans les grandes villes dès le premier tour. Elles ont également suscité des contestations internes au PCF, de la part de nouveaux adhérents qui s'opposent à la reconduction de l'alliance avec le PS.»⁵⁴

Nationalement, le PCF souhaitait maintenir ses positions municipales avec des accords avec le PS plutôt que de tenter sa chance en autonomie. Ainsi des accords locaux ont eu lieu avec le PS dans 190 communes sur 365 de plus de 20 000 habitants⁵⁵.

Le parti de Gauche est un parti très récent, un petit parti difficilement caractérisable selon la typologie classique de par cette jeunesse. Ainsi c'est un parti qui se base beaucoup sur sa personnalité fondatrice : Jean-Luc Mélenchon. Cependant après bientôt un cycle complet d'élections (après les régionales de 2015) il semblerait qu'un électorat constant se développe. A l'approche des élections municipales de 2014, le Parti de Gauche n'a pas d'existence municipale en tant que telle, les élus PG sont des personnes n'ayant jamais eu à se présenter au scrutin municipal sous cette étiquette. Pour cette élection le mot d'ordre national a été celui de s'opposer « à la politique libérale de ce gouvernement dont l'orientation nourrit la désespérance et fait le lit de l'extrême droite »⁵⁶. En clair, cela signifie l'impossibilité des alliances avec le parti socialiste et le fait de privilégier l'autonomie ou alliance avec des composantes de la gauche non socialistes (EELV, PCF, NPA...).

Nous ne développerons pas une image de la configuration locale des deux partis du Front de Gauche au vue du manque d'informations récoltées. N'ayant pu obtenir d'entretien avec les membres des différents partis, l'ensemble des informations obtenues sont celles émanant d'adversaires. Il est cependant important de comprendre la configuration nationale des composantes du front de gauche pour étudier l'évolution dans les alliances locales. La position du PCF sera intéressante dans le sens où c'est un allié récurrent du PS depuis de très nombreuses élections municipales.

Au niveau local, on peut cependant noter la présence de leader du PG et du PCF au sein de

⁵⁴ *Le Monde Diplomatique*, « Comment un parti s'éloigne de sa base » Janvier 2015, Julian Mischi ;

⁵⁵ *Le Parisien*, « Municipales : accords PS-PCF dans 190 villes, PS-EELV dans au moins 170 villes » 21 janvier 2014 ;

⁵⁶ Déclaration du bureau national du PG, 20 janvier 2014

Châteauroux à gauche. Cela nous montre donc que le PCF ne semble pas prêt à partir en alliance de premier tour avec la liste socialiste officielle, cassant la longue lignée de candidature unie. De même cela démontre la présence d'un Front de Gauche qui semble unie dans ses positions électorales, point de différences avec la configuration nationale.

ii. Lutte ouvrière

Le mouvement trotskiste est la dernière force politique de gauche présente lors des municipales castelroussines. Lutte ouvrière est un petit parti qui revendiquait en 2010 environ 8000 adhérents⁵⁷ pour un nombre d'élus très bas. Lutte ouvrière est aujourd'hui un des derniers partis à défendre un communisme révolutionnaire ouvrier sans avoir évolué dans ses réflexions depuis sa fondation. De manière générale, LO présente des candidatures à l'ensemble des élections où elle est en position de le faire. Les scores varient entre 0,5 et 5% de l'électorat de manière très constante. Aux municipales de 2014, la position nationale du parti reste celle de présenter des listes autonomes là où elle en est capable et cela se fera dans près de 200 communes. Idéologiquement Lutte Ouvrière se distingue par sa position tranché, l'excluant de la très grande majorité des possibilités d'alliances :

« Les candidats de Lutte Ouvrière ne mèneront pas une campagne sur les problèmes municipaux car aucun des problèmes essentiels des couches populaires n'est un problème local et aucun ne peut se résoudre à l'échelle municipale »⁵⁸

Les alliances ne sont d'ailleurs pas recherchées par le parti, nous a confirmé la candidate LO aux municipales castelroussine de 2014. Ainsi localement, la position de LO est la même que la position nationale. L'intérêt principal de la section est de défendre une parole qu'elle est le seul parti à défendre et d'utiliser le temps médiatique accordé pour cela.

⁵⁷ Aucune mise à jour du nombre d'adhérents n'a été communiqué depuis cette date ;

⁵⁸ Communiqué de presse de Lutte ouvrière sur ses listes aux élections municipales 2014, non daté ;

II. Les forces de droite

Après avoir longuement étudié la situation sur l'aile gauche de l'échiquier politique, nous allons nous intéresser au reste des forces politiques allant du centre à l'extrême-droite.

1. UMP : l'unité de la droite gouvernementale

i. Des divisions en période propice à la victoire

L'Union pour un Mouvement Populaire (UMP) est un mouvement récent, fondé en 2002, c'est le parti majoritaire de droite. Comme l'explique Florence Haegel dans un texte publié dans la *Revue Française de Sciences Politique*⁵⁹ : « les élections de 2002 ont simplement permis la constitution d'une organisation unique à droite ». Le 21 avril 2002, Lionel Jospin (PS) n'accède pas au second tour des présidentielles au profit de Jean-Marie Le Pen. La faute, au-delà de l'abstention importante (28%), à la multiplication des candidatures à gauche. Cependant, la seule conséquence directe c'est un travail d'union à droite au sein de l'UMP, d'abord union pour une majorité présidentielle et ensuite union pour un mouvement populaire. Si nous revenons sur la création de ce parti c'est que c'est un moment important pour comprendre la situation politique du parti en 2013. Ainsi, en réunissant en 2002 le Rassemblement pour la République (RPR), Démocratie Libérale (DL), Écologie Bleue mais aussi en associant le Parti Radical et le Forum des républicains sociaux qui eux ne se dissolvent pas, l'UMP va dans un même temps créer une image unitaire et favoriser la compétitivité à droite.

« Depuis la création de l'UMP, on peut prudemment considérer que le mouvement va dans le sens d'une plus grande visibilité des clivages idéologiques »⁶⁰

En 2012, cette situation de compétition idéologique mais surtout personnelle est à son comble au moment du congrès très violent qui a vu s'opposer deux personnalités et 6 mouvements⁶¹. Le vote sur les mouvements est clairsemé mais les résultats sont indiscutables. C'est le vote pour le secrétariat général qui pose problème avec des scores

⁵⁹ Florence HAEGEL, « Faire l'union. La refondation des partis de droite après les élections de 2002 », *Revue française de science politique* 2002/5 (Vol. 52), p. 561-576

⁶⁰ Florence HAEGEL, « Le pluralisme à l'UMP » in Haegel Florence, *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2007 ;

⁶¹ Les mouvements sont à l'UMP l'équivalent des motions ou courants du PS, c'est-à-dire les regroupements d'adhérents idéologiquement proche se présentant lors des congrès pour orienter le programme général du parti ;

extrêmement serrés et rapidement des accusations de fraude de toute part⁶². L'image externe du parti est écorné par les accusations de fraude, l'attente des conclusions de la commissions de contrôle et enfin la tentative de réunion du vainqueur et du perdant. La commission nationale des investitures du parti est un très bon exemple de la situation divisée au lendemain de la désignation de Mr Copé comme vainqueur. Cette commission est d'une très grande importance à l'UMP, elle est chargée de valider les investitures dans les municipalités de plus de 30 000 habitants⁶³ et en 2013 pour les municipales, ce sont les deux rivaux MM Copé et Fillon qui se partagent la présidence⁶⁴. Le parti approche donc des élections de manière très divisé en interne.

Cependant, pour le parti majoritaire de droite, les élections municipales devraient être très favorables comme la très grande majorité des élections intermédiaires le sont pour l'opposition. Durant les présidences de Mr Chirac puis Mr Sarkozy, la gauche a remporté une très grande partie des élections intermédiaire comme on peut le constater au vue du nombre d'élus du PS et de ses satellites face à l'UMP. C'est une application de la règle définit pour les élections de second ordre par Reif et Schmitt⁶⁵ qui veut qu'avec le temps la popularité du gouvernement en place diminue. Il existe plusieurs propositions d'explications de ce phénomène sur lesquelles nous ne reviendrons pas, ce qui nous intéresse ici reste la conclusion première. De manière empirique, avant les élections municipales, l'UMP est sorti vainqueur de l'ensemble des élections partielles. Une des plus médiatisé étant la législative partielle de la circonscription de Villeneuve sur Lot, où le candidat socialiste ne fût pas qualifié pour le second tour⁶⁶.

Pour l'UMP la situation est donc bicéphale, d'un côté un parti qui tente de se remettre d'un congrès très violent où la quasi-totalité des leaders s'est positionné pour un candidat ou l'autre et d'un autre côté, la possibilité d'une large victoire du parti aux élections municipales.

Lors de la création de l'UMP, 3 partis se sont dissous dans la nouvelle formation (RPR, DL et écologie bleue) et des membres comme le parti radical étaient membres en tant

⁶² *Le Parisien*, « UMP : Fillon et Copé revendiquent tous les deux la victoire » 18 novembre 2012 par la rédaction du Parisien ;

⁶³ Règlement intérieur de l'UMP, Titre III.

⁶⁴ *Europe 1*, « l'UMP nouvelle est arrivée », 15 janvier 2013 par Rémi Duchemin ;

⁶⁵ Karlheinz REIF, Hermann SCHMITT, « Nine Second-Order National Elections. A Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results », in *European Journal of Political Research*, 1980, pp 3-44;

⁶⁶ *Le Figaro*, « Duel UMP-FN au second tour à Villeneuve-sur-Lot » 17 juin 2013 par J.W.Forquès ;

qu'association, sans s'être dissout. Ainsi avec la création de l'UDI (Union des démocrates indépendants) ensuite et la présence continue de l'UDF/MODEM (Mouvement Démocrate) l'UMP doit continuer à rechercher l'union. Dans la perspectives des municipales de 2014, l'UMP a choisi cette position de parti majoritaire dominant en proposant des alliances dès le premier autour de ses listes.

Au niveau des alliances, la ligne officielle du parti est celle d'alliance avec l'UDI et le MODEM dans une recherche de listes de la droite et du centre unie. Cependant au dernier congrès, c'est le mouvement de la droite forte qui est arrivé en tête avec un peu moins de 30% des suffrages⁶⁷ et la « droite forte, c'est aussi la droite qui regarde vers ses alliés naturels»⁶⁸ pour citer un élu s'exprimant sur la possibilité d'alliance avec le Front National (FN). Cette questions des alliances avec le FN n'épargne aucun responsable UMP et force l'ensemble des potentiels candidats à se positionner. Ainsi l'article de Libération d'où est extraite la citation précédente montre une division entre la position nationale de non alliance avec le FN, dans une logique de front républicain face à des élus locaux qui préféreraient « être exclus plutôt que de perdre leurs ville ⁶⁹» selon un autre élu cité par l'article. La position concrète du parti n'est donc pas aussi claire que la direction nationale le souhaiterait.

On peut en conclure que la configuration de l'UMP à l'approche de ces élections est problématique. Alors que le parti est dans une situation de possible grande victoire aux élections municipales, beaucoup de questions restent en suspens par rapport aux problématiques internes du parti et à sa position réelle sur les alliances.

ii. Localement, des élus plus qu'une section locale

Pour le mouvement majoritaire de droite, on ne peut pas étudier en tant que telle la configuration de la section départementale et des adhérents municipaux car l'ensemble de nos entretiens et informations tendent vers une limitation de leur rôle. L'UMP a joué un rôle au travers des actions du candidat Averous, désigné par les élus sortants. Le cas UMP est ainsi différent du reste des autres partis dans le sens où le candidat a d'abord été désigné par les élus sortant sur proposition du maire ne se représentant pas. Ce dernier, a, de plus, organisé un vote sur le principe de la primaire uniquement entre les élus, d'où il est ressorti largement vainqueur. Ce que l'on a constaté c'est l'absence de validation par des militants UMP, uniquement une validation par le comité départemental de l'UMP et un courrier

⁶⁷ Résultats des votes du congrès de 2012 sur le site de l'UMP : <http://petitlien.fr/UMPagaille>

⁶⁸ *Libération*, « FN : l'UMP d'en bas attirée par la flamme » 31 juillet 2013, par Geoffrey Livolsi

⁶⁹ *Ibid*, citation complète : « *Beaucoup préfèrent être exclus plutôt que de perdre leur ville.* »

auprès de la commission nationale d'investiture pour confirmer son droit d'utiliser l'étiquette. Il est cependant important de dire que le candidat tête de liste, Gil Averous, est un adhérent depuis sa jeunesse au RPR et aujourd'hui à l'UMP. Une seule demande est présente de la part des dirigeants locaux de l'UMP, c'est que les alliances se fassent avec le MODEM et l'UDI⁷⁰. C'est en soit un critère restrictif mais la liberté du candidat semble être beaucoup plus importante qu'au sein des autres forces politiques majeures de cette élection.

2. UDI : l'union des centres droit

L'Union des Démocrates Indépendants (UDI) est un parti qu'on ne peut pas introduire dans une distinction classique grands et petits partis. L'UDI est nationalement la 3^{ème} force politique du parlement avec 30 élus sur 577 à l'Assemblée Nationale et 41 au Sénat sur 348, il n'est aussi pas rare que ce parti ait des ministres dans les gouvernements à majorité UMP. Ce n'est donc pas un petit parti au sens de Duverger mais ce n'est pas non plus un parti capable de réunir autour de lui une majorité de gouvernement. Pour ces cas-là, Duverger introduit une nouvelle dimension, sur laquelle il s'étend très peu, les partis moyens⁷¹. C'est un cadre de parti intermédiaire, il nous serait impossible de considérer l'UDI comme un parti satellite de l'UMP car il représente tout de même une force politique avec laquelle il faut compter dans les alliances et qui n'adopte pas une position de semi-fusion avec son centre de gravité. La force de l'UDI est cependant limitée par l'organisation politique française en quadrille bipolaire⁷², deux partis majoritaires auxquels sont alliés deux partis de taille moyenne pour constituer un bipartisme avec quatre forces politiques. L'UDI est cette force auprès de l'UMP et EELV semble être devenu cette force pour le PS avec le déclin du PCF.

En 2013, l'UDI est dans une phase de remise en cause de sa stratégie globale d'alliance avec l'UMP. On peut considérer que 2013 constitue la nouvelle étape de cette tentative de reformer un centre puissant en France. Ainsi il faut se souvenir que l'UDI apparaît en 2012 sur la scène politique en réunissant le Parti Radical et le Nouveau Centre, deux partis très proches de l'UMP mais qui souhaitent gagner en indépendance. En 2013, c'est un rapprochement avec le Mouvement Démocrate (MODEM) qui est lancé. Deux hypothèses se dégagent alors sur le positionnement du mouvement. La première c'est une tentative de

⁷⁰ *La Nouvelle République du centre ouest*, « Gil Averous investi par l'UMP », 10 juillet 2013 ;

⁷¹ Maurice DUVERGER, 1951 op cit. p 391

⁷² Maurice DUVERGER, « Le système politique français, 21e édition », Presses Universitaires de France, collection Thémis, 1996, 661p

reformer un centre fort, qui puisse se rendre de plus en plus indépendant des listes UMP et on peut le comprendre dans la volonté de présenter des listes communes aux élections européennes qui doivent suivre les municipales⁷³. Cette alliance renvoi cependant une seconde vision bien différente de la première, l'idée de ramener le MODEM vers la droite en s'y alliant. Ainsi au moment de la présentation de « L'alternative », le nom du mouvement UDI-MODEM, ce sont posées de nombreuses questions sur le positionnement idéologique de ce mouvement. Mr Borloo précisant que « Nous privilégions de toute façon avec le MoDem une alliance avec la droite républicaine ⁷⁴ ». Position incomprise à l'UMP qui comme nous l'avons vu, agit en tant que parti majoritaire pour conserver ses alliés naturels au plus près de lui.

Ainsi nationalement la position du parti est évolutive, la logique de fondation de l'UDI en sortant du cercle immédiat d'influence UMP se poursuit avec des rapprochements vers un centre dont nous verrons qu'il est moins à droite que l'UDI. Nous allons, de plus, reporter l'étude de la section locale de l'UDI après avoir vu le MODEM au vue de leurs similarités importantes.

3. Le MODEM : un centre en mouvement

Le MODEM est difficile à cerner dans la typologie utilisée depuis le début de cette réflexion, fort de près de 35 000 adhérents selon les chiffres datant de 2012⁷⁵ il a cependant une position peu commune avec peu d'élus pour cette masse militante. Ainsi, malgré sa force partisane revendiquée il entre dans la catégorie des petits partis car n'a pas une influence importante sur le jeu des coalitions hexagonal.

La stratégie du mouvement est en cause dans cette situation, longtemps proche du centre droit, le parti avait eu des ministres lorsque c'était encore l'Union pour la Démocratie Française (UDF). Mais en 2007 avec la candidature de Mr Bayrou à la présidentielle, le fait de ne pas donner de consigne de vote au second tour et enfin l'abstention sur le vote de confiance au gouvernement de Mr Fillon, le jeune MODEM confirme son positionnement ni dans la majorité, ni dans l'opposition réelle.

A l'approche des élections municipales de 2014, le MODEM est dans une situation mixte

⁷³ *Le Figaro*, « L'UDI-MoDem se félicite de ses listes autonomes » 26 mai 2014 par Julie Waintraub ;

⁷⁴ *Le Parisien*, « Rapprochement UDI/MoDem : pour Borloo le Centre doit pencher à droite », 9 septembre 2013 ;

⁷⁵ *Le Journal du dimanche*, « Les partis politiques, revue d'effectifs » 6 janvier 2012 par Adrien Gaboulaud ; Derniers chiffres disponibles, à prendre avec précaution au vue des baisses électorales du parti, souvent accompagné du départ des militants ;

où selon les endroits, les alliances sont avec la gauche ou la droite⁷⁶. La stratégie de rapprochement avec l'UDI évoqué précédemment amène à considérer un retour vers la droite, cependant l'accord national ne comporte pas de précisions d'action sur les élections municipales. La charte de l'Alternative se limite à :

« Les élections locales sont très importantes pour notre famille politique. Elles obéissent à une logique de territoire, tout en s'inscrivant dans une cohérence nationale. Nous en tiendrons compte en examinant ensemble la situation ville par ville ⁷⁷».

Et au moment de la publication de cette charte, comme c'est le cas à Châteauroux, la plupart des alliances sont conclues et les listes sont déjà en travail localement. La position du MODEM, malgré un rapprochement avec l'UDI, reste dans un flou artistique lié à sa volonté de se positionner au centre. Des cadres du parti maintiennent un discours de défense de cette position centriste avec des alliances non exclusives⁷⁸ au détriment des tentatives de rapprochement avec l'UDI.

Les sections locales UDI et MODEM

Si nous avons choisi d'étudier la configuration des sections locales du MODEM et de l'UDI ensemble c'est qu'elles sont très similaires et leur position dans l'élection municipale castelroussine est la même.

Pour commencer, c'est l'organisation des mouvements qui est similaire, l'échelon central est accompagné d'un échelon départemental. Les deux partis disposent d'une fédération et d'un mouvement⁷⁹ dans l'Indre, cependant, la proportion castelroussine ne leur laissait pas envisager de fonder une liste pour les élections de 2014 en solitaire.

Bien avant la mise en place de l'Alternative, les deux fédérations ont décidé de discuter ensemble de l'avenir de Châteauroux. Ils ont fondé en commun une association nommée l'Esprit Centriste – Châteauroux c'est vous (EC) qui était composée en très grande partie de membre des deux mouvements mais était aussi ouverte à l'ensemble des personnes

⁷⁶ *Le Parisien*, « Au MoDem, le casse-tête des alliances électorales » 27 décembre 2013 ;

⁷⁷ Charte « UDI-MODEM, l'Alternative » 5 novembre 2013, p 5 ;

⁷⁸ « Une alliance exclusive, avec l'UMP ou le PS, signerait de facto la fin du chemin atypique qu'a parcouru notre Mouvement Démocrate depuis 2007, et dont nous ne renions rien » Mr Bennahmias ;

⁷⁹ La fédération et le mouvement sont les dénominations des échelons territoriaux des deux partis, respectivement de l'UDI et du MODEM. Les statuts des deux partis sont similaires au niveau de cette organisation départemental.

souhaitant fonder un projet centriste pour la commune. L'association a été lancée publiquement dans la campagne le premier juillet avec dès ce moment la désignation d'un porte-parole en la personne de Marc Fleuret, membre de l'UDI⁸⁰. Bien qu'annoncé au début de l'été ⁸¹ 2013 comme entrant en campagne, les entretiens ont fait ressortir que le travail des deux fédérations était déjà en cours depuis quelques temps pour réussir l'union.

Les différences auront lieu quant à la position par rapport à l'UMP et la liste de Mr Averous. D'un point de vue médiatique et donc public, l'UDI annonce une volonté forte d'indépendance par rapport à leurs alliés et l'esprit centriste est le début de la création d'une liste pour les élections municipales. Michel Blondeau, leader départemental de la formation de centre droit affirme ainsi lors du lancement de l'association « *Notre influence dans l'Indre est significative et consistante et à Châteauroux, l'élection va se jouer au centre avec le Centre* ⁸² ». En privé⁸³ et après coup la parole des candidats UDI se rapproche de celle du Mouvement Démocrate qui tend à laisser penser que la réalisation d'une liste municipale n'était pas tant envisagé que cela. Il s'agissait plus d'une tentative que d'une décision arrêtée de faire une liste et son annonce publique était un moyen de tester les forces répondant à l'appel.

4. Front National

Nationalement le parti d'extrême droite rentre dans la catégorie Duvergienne des petits partis de personnalité, la création et la direction du FN ayant toujours eu un lien très fort autour de la famille Le Pen mais très peu d'influence sur le gouvernement ou le parlement. C'est un parti qui quelques temps avant les élections municipales revendique près de 40 000 adhérents⁸⁴ mais toujours très peu d'élus. Cela a longtemps été un parti d'opposition qui ne cherchait pas réellement le pouvoir⁸⁵, chose qui a évolué récemment avec la prise de direction par Mme Le Pen. Ces élections municipales sont une occasion pour le parti d'augmenter leur base de représentants. A l'approche des élections municipales, le parti espère pouvoir présenter des listes dans un grand nombre de communes importantes (400 à

⁸⁰ *La Nouvelle République du centre ouest*, « Marc Fleuret, chef de file de L'Esprit centriste », 3 juillet 2013 par Jacky Courtin

⁸¹ Bien qu'annoncé au début du mois de juillet 2013, le dépôt officiel des statuts de l'association aura lieu le 1^{er} août en préfecture selon le journal officiel des associations.

⁸² *La Nouvelle République du centre ouest*, 3 juillet 2013 op cit.

⁸³ Lors des entretiens réalisés pour ce mémoire avec des membres des deux formations ;

⁸⁴ *Le JDD*, 6 janvier 2012 op cit.

⁸⁵ Interview de J.M Le Pen dans « Adieu Le Pen » par Serge Moati, 2014 ;

500)⁸⁶ et dans la possibilité d'alliances présente une charte des alliances. Cette charte⁸⁷ dont les conditions restent assez larges et acceptable par les partis semble destinée à deux types d'acteurs. Tout d'abord un certain nombre de communes de taille réduite ou les listes divers droite peuvent être tenté par des accords avec le FN, mais surtout c'est un appel vers les électeurs de la droite de gouvernement. Les questions évoqués dans cette charte sont relativement proches des idées portées par le courant de la droite forte, très important au dernier congrès de l'UMP⁸⁸.

L'étude locale du mouvement frontiste est plus compliqué du fait d'un manque d'information sur le déroulé interne de la préparation de la campagne. Ce qui ressort c'est la certitude de la volonté de présenter un candidat frontiste. La dernière candidature municipale remontant à 1995 où le score avait été de 8.98%. De par les informations disponibles on peut assumer que la section locale était sur une logique de non alliance dès le départ tout comme le parti de manière nationale. La « main tendue »⁸⁹ début janvier 2013 envers Mr Averous, de par sa position dans la droite forte du centre apparait comme un acte de communication politique plus qu'une vraie offre de lien.

L'étude de l'ensemble des acteurs de la vie politique nationale présent dans la course à la mairie castelroussine nous permet de voir un certain nombre de tendances qui se révéleront dans la suite de la campagne. Après une étude des partis au cas par cas il est intéressant de regrouper les caractéristiques des acteurs partisans pour constater si oui ou non leurs choix d'alliance seront similaires. Ainsi deux tendances semblent se distinguer et qu'il faudra approfondir ensuite : l'idée que les différents degrés de contrôle entre l'échelon national et l'échelon local peut avoir une influence sur les décisions des militants et de fait, on voit d'ores et déjà apparaître les spécificités du scrutin local dans les prises de positions nationales et locales.

Il s'agit maintenant de se poser la question des configurations en mouvement. Les

⁸⁶ *Atlantico*, «Le FN pose ses conditions pour des accords locaux aux municipales : quel type d'alliance sa "charte d'action" dessine-t-elle ? » 11 septembre 2013 par Joel Gombin ;

⁸⁷ Charte d'action municipale au service de la France <http://petitlien.fr/CharteFN>

⁸⁸ Lien fait en étudiant les 10 propositions de la charte frontiste et les 85 propositions retrouvables sur le site de la droite forte <http://petitlien.fr/UMPFN>, relative concordance des thèmes et des idées plus que des proposition, les une étant valables localement et les autres à portée nationale ;

⁸⁹ *La Nouvelle République du centre ouest*, « Main tendue du FN à Averous » 10 janvier 2013 par Catherine Pelletier ;

interactions ne deviennent réellement utile à notre recherche que dans l'utilisation que vont en faire les acteurs.

Chapitre 2) Les configurations en action : négociations de premier tour

Lorsque Jean François Mayet annonce très tôt, dès fin 2012, sa volonté de ne pas briguer un 3^{ème} mandat, c'est l'ouverture officielle de la campagne. En 2014, beaucoup de personnes se sentent légitimes pour être candidat. Du côté socialiste, le décès de l'ancien maire et le départ du secrétaire de section laissent un vide qui laisse penser à une désignation ouverte. Du côté de la majorité sortante, malgré l'adoubement de son directeur de cabinet, plusieurs adjoints se sentent la légitimité de devenir maire. C'est aussi l'occasion pour les autres partis de faire changer la situation politique alternante de la commune.

Après avoir étudié les configurations de manière figée pour comprendre la situation de chacun des partis, aussi bien nationalement que localement, il nous faut maintenant regarder les mouvements, les évolutions qui font la campagne et les alliances de la vie politique castelroussine. Ce qui nous intéresse ici c'est d'effectuer une étude dynamique⁹⁰ des alliances castelroussines, c'est-à-dire prendre en compte le temps et l'histoire en compte. Dans la suite de notre plan chronologique, nous n'évoluons pas beaucoup, nous sommes dans la pré-campagne et le lancement de la campagne officielle. Cependant, nous allons nous intéresser aux différents jeux de négociation concrets de cette élection municipale. Comme nous l'avons évoqué dans l'introduction, il ne s'agit pas ici d'étudier les élections dans une perspective économique de calculs mathématiques des choix de coalitions, mais une étude socio-politique des mouvements des acteurs. Il est tout à fait logique que les acteurs recherchent la meilleure coalition possible, il est dans leur intérêt pour augmenter leur position dans le jeu politique local de faire partie de la coalition gagnante comme le propose la théorie classique⁹¹. Cependant de nombreux facteurs rentrent en compte qui sont moins rationnels et nous allons en étudier un certain nombre. Tout d'abord, se pose la question de la chronologie des négociations, du fonctionnement en soi des discussions entre les forces politiques, mais autant des discussions en interne des partis sur le fait de coaliser ou non. Nous évoquerons ensuite le côté très personnalisant que peut avoir une campagne municipale avec des réflexions sur le charisme dans le milieu politique. Et enfin il sera question des

⁹⁰ Nicolas BUE, 2006 op. cit. p 33 ;

⁹¹ William H. RIKER, 1962, op cit. ;

phénomènes qui ont mené à des échecs de négociations, des alliances n'ayant pas eu lieu contre toute « logique politique ».

I. La valse des négociations

On pourrait comparer le fonctionnement des négociations dans l'élection municipale castelroussine à une valse, une valse à trois temps des candidats. Le premier temps, c'est une sorte de tour de chauffe, de nombreux candidats se révèlent, un certain nombre avec la réelle volonté d'aller jusqu'au bout mais pas tous. Le second temps, c'est la négociation des postes entre les partis qui finissent par s'allier, l'acte central. Enfin le dernier temps, c'est la touche finale de l'alliance, la négociation du programme, ou son absence.

1. Un premier pas, les déclarations de candidatures

Le premier temps consiste, dès janvier 2013 après l'annonce de Mr Mayet, à la déclaration de la part de nombreux candidats ou mouvements politiques de l'intention de se présenter aux municipales de manière autonome. C'est une période où on distingue deux types de candidatures, tout d'abord les candidats qui souhaitent réellement se présenter et qui annonce leur liste tôt, mais aussi les candidatures qui sont des actes de pure déclaration en vue de négociations futures. C'est cette dernière catégorie à laquelle nous allons nous intéresser de manière plus précise. C'est un cas que l'on a constaté dans les partis minoritaires qui s'associent classiquement avec le PS ou l'UMP. Pour Châteauroux, nous allons étudier le cas de l'association Esprit Centriste composée en majorité de membres de l'UDI et du MODEM et le cas de l'ADI (ex-PRG). De ces deux mouvements, on peut extraire l'idée que l'utilisation de la « menace » de candidature est un moyen d'améliorer la situation du mouvement dans les négociations certaines avec leur parti majoritaire de référence. D'un point de vue méthodologique, l'étude de la partie droite de l'échiquier politique castelroussin est plus intéressante car plus fournie en matière d'entretiens et de documents. Le côté gauche est entouré d'un secret plus important de la part des acteurs.

L'esprit centriste est lancé entre les mouvements UDI et MODEM dès le début de l'année 2013, avant l'annonce de l'alliance des partis nationalement, le travail est d'abord peu communiqué en dehors des réseaux politiques. Ainsi le premier article de presse sur ce mouvement d'union des centristes date du début du mois de juillet quand le mouvement

décide de faire une première réunion publique⁹² et désigne un porte-parole en la personne de Marc Fleuret. Pour l'UDI et le MODEM, l'idée de cette association semble être la possibilité de monter une liste à la gauche de l'UMP dans la logique d'alliance nationale de leurs deux mouvements qui se confirme. C'est en tout cas ce qui est exprimé par le discours officiel. Cependant, les entretiens avec les acteurs locaux révèlent des fissures dans cette image de liste autonome défendue face à la presse jusqu'au début du mois de septembre. Ils nous avouent avoir toujours su que l'alliance se ferait avec Mr Averous sans pour autant justifier la création de l'association à volonté autonomiste. L'association est très vite reléguée au second plan dans les discussions face à la nécessité de rejoindre Mr Averous et l'UMP. Il semblerait donc que l'Esprit centriste fût pour les acteurs un moyen de tenter d'améliorer leur place dans le jeu politique. Comme nous l'avons évoqué dans le chapitre précédent, les partis de taille moyenne ou petite, qui sont en alliance très régulièrement, se posent régulièrement la question de l'autonomie mais reviennent vite dans le giron du parti principal.

L'exemple du MODEM est assez symbolique dans le sens où en 2007 et les volontés d'indépendance vis-à-vis de l'UMP, le mouvement se sépare d'une grande partie des élus (23 sur 29 des députés) qui refusent la création du MODEM et souhaitent continuer au sein de l'UDF réalisant des alliances avec le centre et la droite. Le MODEM n'a pas réellement décollé électoralement avec moins d'un millier d'élus actuellement. On peut considérer que l'alliance avec l'UDI est, comme évoquée par son président, un moyen de se ré-ancrer au centre droit et donc vers l'UMP. De tenter de regagner sa position de parti important dans le jeu politique perdu au profit du Nouveau Centre et de l'UDI.

A Châteauroux, il semblerait que ce soit le premier tour des négociations de manière officieuse. L'Esprit centriste apparaît présent pour imposer une pression, un risque au candidat Averous qui va devoir ramener l'UDI et le MODEM dans son giron⁹³. On retrouve cette idée chez Michel Crozier⁹⁴ qui explique la présence en permanence d'une marge de manœuvre des acteurs dans un système, marge qu'ils vont utiliser pour négocier une amélioration de leurs gains. L'action de l'UDI et du MODEM, au travers de l'esprit centriste peut ainsi être interprétée comme une action en direction de l'UMP pour obtenir des meilleures conditions de négociations pour l'élection municipale. Les acteurs au sein de

⁹² *La Nouvelle République du centre ouest*, « Marc Fleuret, chef de file de L'Esprit centriste », 3 juillet 2013 par J. Courtin

⁹³ L'Alliance avec l'UDI et le MODEM étant la seule contrainte officielle imposée à Mr Averous par les instances départementales sur sa campagne.

⁹⁴ Michel CROZIER & Erhard FRIEDBERG, « L'acteur et le système », Ed du Seuil, 2014 (1977), 500p ;

l'esprit centriste se sont ainsi créés une nouvelle ressource politique dans le jeu des négociations : « le risque d'autonomie ». Dans le jeu de négociation politique, pour être en position de participer aux transactions, c'est-à-dire « aux transferts ou non de ressources habilitantes ou contraignantes d'un acteur à l'autre ⁹⁵», il faut que les acteurs aient suffisamment de ressources pour pouvoir échanger de manière équitable. L'UMP étant en position de force car étant la majorité municipale sortante et dans un contexte électoral favorable, les partis centristes avaient besoin de ressources supplémentaires pour participer aux négociations de manière acceptable. Les discours des acteurs vont ainsi dans ce sens de travail préalable de préparation des élections avant de revenir « logiquement » auprès de l'UMP.

On retrouve cette position de l'autre côté de l'échiquier politique avec la candidature de Mr Arroyo dès mars 2013. Investi officiellement par le PRG⁹⁶, le candidat se justifie dans les médias de cette candidature par l'absence de discussions avec le PS. Mr Arroyo peut apporter d'autant plus de crédibilité dans ses velléités autonomistes qu'il a déjà été candidat a obtenu 8% en 2001. Il est cependant contraint par sa position de conseiller sortant élu sur la liste d'union avec le PS en 2008. Cette méthode fonctionne dans le sens où le candidat socialiste reconnaît avoir voulu avancer la désignation en partie à cause des différentes listes qui commençaient à être évoquées⁹⁷. Si la désignation d'un candidat par le PRG est un acte du mouvement et qui confère au parti en lui-même des ressources politiques, on doit aussi reconnaître les ressources personnelles des candidats. Ainsi lorsque la section du PRG est mise sous tutelle, en juillet 2013⁹⁸, Mr Arroyo a par sa démission personnelle, motivé l'ensemble des adhérents à le suivre dans une nouvelle association, l'ADI. Il arrive donc d'autant plus fort qu'il représente un mouvement uni aux négociations. D'après la typologie de Vincent Lemieux⁹⁹, on peut dire que l'ADI était dans une situation de contrainte forte car peu connue des castelroussins sous ce sigle, sans les apports d'un parti politique (économique, organisationnel ou encore de visibilité médiatique) mais fort d'une ressource

⁹⁵ Vincent LEMIEUX, « Les coalitions, liens, transactions et contrôles », PUF 1998, p 47 ;

⁹⁶ *La Nouvelle République du centre ouest*, « M. Arroyo candidat radical », 23 mars 2013, par Albane Ratsivalaka ;

⁹⁷ L'avancement de la date de désignation du candidat PS ayant été avancé principalement pour des questions d'entrisme, le candidat reconnaît cependant aussi le rôle des autres partis et la volonté de se mettre autour de la table des négociations de manière anticipé car l'ADI était entre autre déjà en campagne.

⁹⁸ *La Nouvelle République du centre ouest*, « Le candidat Michel Arroyo démissionne du PRG », 11 septembre 2013, par Albane Ratsivalaka

⁹⁹ Vincent LEMIEUX, 1998, op cit.

personnelle importante à la campagne à venir avec des militants fidèles à Mr Arroyo et organisé dans une logique électorale d'ores et déjà.

Cela nous amène au second point de cette partie des négociations, l'importance des ressources personnelles dans la décision de créer l'Esprit Centriste. Pour l'UDI et le MODEM, l'Esprit centriste est aussi un moyen de compenser les ressources personnelles faibles des acteurs locaux. Marc Fleuret et Dorian Da Silva, qui portent pour les deux mouvements les discussions, sont très fortement contraints par la faiblesse de leurs ressources politiques face à Gil Averous.

Marc Fleuret est en 2013 un inconnu dans le milieu politique castelroussin, adhérent dans un parti centriste (UDF, puis NC avant l'UDI) depuis sa jeunesse, c'est sa première candidature en 2014. Ses réseaux sont ceux du sport de par sa carrière de haut niveau dans le judo¹⁰⁰ mais il n'est pas à l'époque encore très connu du public hors de ses réseaux. Dorian Da Silva est un étudiant en droit de 28 ans, il s'occupait à l'époque du mouvement des jeunes du MODEM de l'Indre et avait à son actif une candidature aux élections législatives de 2012, où il a réalisé le score de 1.62%¹⁰¹. Sa position est montante mais sa candidature à la députation face au candidat officiel de la droite n'est pas la bienvenue pour les relations avec l'UMP local.

Pour les acteurs du centre, l'Esprit Centriste est donc aussi un moyen d'affirmer leur existence sur la scène municipale. Cela leur permet de réaliser des interventions médiatiques dans une période où Mr Averous doit gérer les dissidences de membres de la majorité municipale, mais aussi hors du champ des leaders imposants que sont MM Blondeau et Berberian, leaders départementaux de leurs partis dotés d'une forte assise sur le jeu politique local. On constate cependant la difficulté de cette tâche au moment même de la présentation de l'Esprit Centriste à la presse. Le lendemain dans la presse local, ce sont les mots de Mr Blondeau sur la nécessité de ne pas faire perdre la droite qui ressorte autant que la présentation du mouvement « autonome ».

Cela nous amène au début des négociations concrètes après une dissolution surprise et expresse de l'Esprit Centriste et la désignation de Mr Bottemine pour le PS.

¹⁰⁰ *L'écho du Berry*, « Marc Fleuret, du judo à la politique », 12 juin 2014 par la Rédaction ;

¹⁰¹ Chiffres du Ministère de l'Intérieur ;

2. Le second temps : les négociations aboutissent à des listes

En septembre 2013, les mouvements s'accélèrent et les coalitions finales semblent se dessiner plus rapidement que la pré-campagne le laissait penser. Alors que le champ politique castelroussin semblait prompt aux divisions et à la multiplication des listes, les grands partis limitent les velléités autonomistes. Entre septembre et décembre, l'ensemble des candidats qui iront jusqu'au scrutin est connu, ils sont au nombre de sept dont trois grandes alliances. Sur les négociations et le montage des listes, on peut évoquer deux grandes idées qui agissent conjointement au cours des négociations : les ressources des acteurs, personnelles et de groupe et les logiques d'alliance des différents acteurs.

Le but de ce mémoire n'est pas d'étudier précisément le phénomène de négociations en lui-même, cependant, l'ignorer dans notre étude des coalitions serait une erreur importante. Ces négociations et leur réussite ou non est un facteur important dans la campagne et pour les tractations du second tour. Il est nécessaire de débiter en rappelant le secret inhérent à toute négociation politique. Comme le rappellent Fabien Desage et Nicolas Bué¹⁰², le secret est la variable nécessaire des négociations électorales. Il permet aux acteurs une liberté plus importante qui facilite la tâche de conciliation vers un accord et la création de majorités. Dans le cadre du premier tour, les lieux de négociations, sans jamais être neutres, semblent avoir été partagés de manière équilibrée entre les locaux des différents partis. Un négociateur écologiste nous a ainsi confirmé que c'était « *chacun son tour, un coup chez eux, un coup chez nous* ». Nous n'étudierons donc pas ici cette question car elle ne semble pas avoir joué un rôle au premier tour à Châteauroux, mais elle reste importante dans le déroulement des négociations et révèle souvent les rapports de force entre les partis.

Les négociations que nous allons évoquer sont celles qui ont eu lieu entre les partis de droite UMP-UDI-MODEM et de gauche PS-ADI-MRC-EELV. L'alliance PCF-PG-Mouvement citoyen est peu documentée et relève plus globalement de la suite du Front de Gauche localement que d'une alliance négociée entre différents partis.

Ce qu'on retrouve de commun des deux côtés de l'échiquier politique, c'est la force d'union des deux partis majoritaires dans ce système de scrutin majoritaire. Au moment où se lancent dans la campagne les deux mouvements UMP et PS, les alliances sont signées rapidement et la campagne débute réellement aussi bien publiquement que médiatiquement.

¹⁰² Fabien DESAGE & Nicolas BUE « Le « monde réel » des coalitions, l'étude des alliances partisanes de gouvernement à la croisée des méthodes », in *Politix*, 2009/4, p7-37 ;

A droite et au centre, le candidat Gil Averous est armé de ressources politiques importantes, il a d'abord le soutien du parti UMP et de la majorité des élus sortants, après que le maire l'ait désigné comme son successeur. A cette légitimité interne au jeu politique de droite, il faut ajouter une carrière politique importante, depuis ses 18 ans, Mr Averous est membre d'un parti politique de droite et est élu municipal depuis ses 22 ans et maire d'une commune proche de Châteauroux depuis 2008¹⁰³. Lors des négociations, la balance n'est donc pas en faveur des membres de l'UDI et du MODEM dans le sens où ils n'ont pas cette même expérience. De plus, Mr Averous bénéficie d'une situation de crise à l'Esprit Centriste pour réussir l'unité. Sous la pression du leader de l'UDI départemental, Mr Fleuret s'est rapproché de l'UMP dans l'idée de faire une alliance dès le premier tour. L'information de cette rencontre ayant fuité, le MODEM décide d'annoncer très rapidement son soutien à Mr Averous. Après des mois de travail de l'Esprit Centriste, ce retournement soudain des deux partis annihile le pouvoir de négociation créé et donne une supériorité nette à Mr Averous pour obtenir le soutien de l'ensemble des centristes.

Dans les négociations, cela donne un pouvoir important à la liste majorité sortante, qui peut négocier avec des partis demandeurs d'alliances et dont on sait désormais qu'ils n'iront pas seuls devant les électeurs. Lors de nos différents entretiens avec des négociateurs, cette idée de domination ressort énormément, le parti UMP est fort des contraintes de ses alliés. Mr Averous devra passer tout de même devant un panel de l'UDI départemental, une sorte d'entretien, pour obtenir la nomination, cependant il décide du nombre de places qu'il leur accorde sans discussion possible¹⁰⁴. Ce que l'on constate fortement c'est l'influence des membres importants des mouvements au-dessus de Mr Fleuret et Da Silva. Présents dans les négociations en permanence, ce sont MM Blondeau et Berberian qui font un travail d'influence, depuis la présentation de l'Esprit centriste, pour un rapprochement avec Mr Averous. Le jour même de la réunion publique de l'Esprit centriste, après un discours d'autonomie de Mr Fleuret, Mr Blondeau précise aux journalistes qu'une liste centriste ne doit pas entraîner la défaite de Mr Averous. Posant ainsi les jalons du rapprochement à venir. C'est donc bien les personnes bénéficiant de l'expérience, des ressources importantes et des contacts nationaux qui vont réaliser les négociations avec Mr Averous. Dorian Da Silva

¹⁰³ *La Nouvelle République du centre ouest*, « Le candidat Gil Averous ce célèbre inconnu », 14 avril 2013 par Bruno Masclé ;

¹⁰⁴ Seul Mr Tellier, dissident de la majorité sortante passe cet entretien aussi, il m'a été impossible d'obtenir une source fiable des résultats du vote qui s'est tenu et les acteurs diffèrent selon leur positionnement. Mr Tellier parle de vote très serré quand l'UMP et l'UDI parle de large majorité pour Mr Averous.

confirme que l'ensemble de ses discussions avec Mr Averous n'était validé que si son leader, Mr Berberian, était en accord. Si on reprend la théorie de Vincent Lemieux¹⁰⁵, les trois dimensions des coalitions sont présentes. Tout d'abord l'importance des liens, Mr Berberian et Mr Blondeau connaissent Mr Averous, avec qui ils ont déjà eu à travailler au moins politiquement¹⁰⁶. Mais c'est aussi l'importance des contrôles, les leaders représentant leur parti de manière uni et contrôle les actions des acteurs locaux que sont Mr Fleuret et Da Silva. Enfin c'est bien sur la dimension transactionnelle qui est celle de la négociation des positions en fonction des ressources de chacun.

Dans notre optique d'étude des facteurs qui fondent les coalitions, cette importance des leaders départementaux et donc la prévalence des ressources personnelles dans les négociations participe à valider l'hypothèse que les personnes sont les acteurs majeurs des négociations locales. Lors des négociations entre l'UMP et l'UDI ou l'UMP et le MODEM, ce qui ressort ce n'est pas la question des positions des partis mais l'importance des relations positives entre MM Averous, Berberian et Blondeau. Nous reviendrons sur cette idée dans la partie suivante sur le rôle du charisme dans les débats.

Nous pourrions ici imaginer le fait que les dissidences provenant d'adjoints sortants sont une contrainte forte qui pousse Mr Averous à faciliter les négociations avec les membres des partis centristes. Cependant, au moment où se déroulent les négociations, l'incertitude des scores réalisables par ces candidats est forte. Bien que discutant avec MM Tellier et Clément, le risque de ces candidatures est minimisé par les membres de l'UMP. Sans partis politique en soutien et avec une possibilité médiatique plus faible¹⁰⁷ que les grands partis, il ne semble pas que leur influence fût contraignante pour Mr Averous.

Du côté gauche, les négociations se passent tout aussi « simplement » entre les futurs coalisés, mais pour des raisons différentes, presque inverses. Mr Bottemine, le candidat socialiste, n'a pas le capital politique de Mr Averous. Le PS castelroussin est divisé et sa désignation se fait grâce à une décision du bureau national après des rumeurs d'entrisme accusant une possible concurrente à la désignation. Les réseaux de Mr Bottemine sont d'un côté économique, avec une partie de sa vie dans le privé et à la chambre de commerce

¹⁰⁵ Vincent LEMIEUX, 1998, op cit.

¹⁰⁶ Lors des entretiens, les acteurs ont mis en avant l'importance de leurs relations de longue date et leur lien amicaux important.

¹⁰⁷ Les règles en matière de temps de parole médiatique pour les élections municipales ne sont valables que pendant la campagne officielle, c'est-à-dire les 3 semaines précédant le scrutin et ce n'est pas une stricte égalité mais c'est en fonction des résultats plausibles des candidats que doivent respecter les médias. Résultats basés sur les sondages nationaux et locaux si existant et les résultats aux scrutins précédent.

d'Orléans et d'un côté public avec les services du conseil régional Centre et aujourd'hui la direction de l'Aéroport. Direction qui le rapproche encore plus de Mr Sapin, président du conseil Régional au moment de sa nomination. Sa principale force est donc l'influence de Mr Sapin.

Dans les négociations avec l'ADI, EELV et le MRC qui se font chacune indépendamment des autres, les discussions tournent autour du nombre de postes que chaque parti souhaite obtenir. La tâche est plus simple que prévu. Les Verts ne disposent pas des forces nécessaires pour se présenter de manière autonome et les négociations avec la liste front de gauche sont au point mort. Un des leaders locaux des écologistes refusant toute alliance avec les communistes, le choix logique devient Mark Bottemine. Le MRC est représenté par un seul militant et surtout l'ADI n'a pas l'influence qu'aurait pu avoir le PRG dans des négociations.

Mr Bottemine est donc faiblement doté d'un capital politique, et devant l'urgence de réunir les forces autour de lui, il opère des négociations « généreuses ». Ainsi, par exemple, les écologistes auront des difficultés à occuper l'ensemble des postes offerts par Mr Bottemine sur sa liste. C'est donc la situation inverse de la droite où les contraintes faibles et ressources fortes de Mr Averous lui permettaient d'imposer une discussion en son sens. Le PS castelroussin est forcé par ses divisions et la menace à sa gauche de réaliser des transactions négatives, au sens où il offre plus de place qu'il n'en aurait offert en situation classique de domination. Ce sont donc ici les contraintes fortes sur le parti majoritaire qui offrent aux petits partis la possibilité de négocier en situation intéressante.

Dans ce moment de négociation, il est intéressant de noter l'absence de discussion sur le projet concret pour la commune. Les acteurs nous évoquent des discussions sur les valeurs et les idées, des discussions différentes des négociations traditionnelles, cependant il ressort toujours que le programme est arrivé réellement de manière secondaire dans les discussions voir accessoire.

3. Le mouvement final : des programmes apartisan

La discussion sur les programmes politiques, le projet développé au cours de la campagne est un sujet à aborder de manière sensible. Ainsi comme nous l'avons évoqué dans l'introduction, les entretiens nous obligent à distinguer les discours attendus et les justifications à posteriori, les discussions programmatiques étant un des sujets où sont apparus plus fortement ces discours.

Lors de l'évocation des négociations avec les acteurs, nous avons eu la même réponse dans quasiment l'ensemble des cas, celle que les idées avaient été discutées dès le départ, que l'alliance n'était pas une alliance politicienne classique mais une union des idées et d'un programme pour la ville. Cependant, ce discours apparaît rapidement comme un discours attendu, les acteurs sont dans une logique de justification des alliances politiciennes par le programme. Ce que nous avons repéré c'est la différence qui se fait chez les acteurs entre deux concepts : tout d'abord les idées et valeurs et ensuite le programme. Le premier concept faisant écran au second dans les discours des politiciens castelroussins. Les entretiens approfondis ont montrés que le programme ne fut qu'une variable secondaire dans le choix des coalisant. Nous l'avons ainsi déjà montré, il existe une path dependance, un lien historique qui facilite la formation de coalitions classiques. Le débat sur les idées et les valeurs relève d'une discussion très large mais qui ne correspond en rien au programme. On constate ainsi que les discussions sur les valeurs et les idées est un discours qui fait référence aux proximités idéologiques des partis. Il est alors véridique que les alliances sont basées sur une vision quasi-commune idéologiquement mais cette discussion ne peut être assimilée à la préparation commune d'un programme d'action municipal.

Du côté de l'UDI et du MODEM, il y avait eu un travail important de réalisé sur cette question au sein du groupe de travail de l'Esprit centriste, cependant il apparaît que pour valider l'accord, rien n'est acquis en matière programme d'action municipal. Ce débat sera reporté dans le déroulement de la campagne à la rédaction des cahiers de campagne de Mr Averous où les idées sont approfondies. Ces cahiers seront rédigés pendant la campagne et en aucun cas avant la signature des accords inter-partisans.

Pour le PS et ses partenaires, seul EELV a imposé une condition programmatique préalable à toute discussion, avec la signature d'un document regroupant une douzaine de propositions concrètes. Cependant l'importance de ce texte peut être discutée car jusqu'à la conférence de presse de présentation de la liste, aucun des autres coalisant n'est mis au courant de l'existence de ce document. Les autres acteurs découvrent alors seulement l'existence de cet écrit et du fait que le socialiste s'est engagé sur des éléments de programme sans en discuter avec eux. Cela démontre que les discussions sur le programme n'ont pas eu lieu au moment où la liste est présentée.

De nombreux auteurs ont évoqué, pour les coalitions gouvernementales, le rôle des idées et les marges d'application d'un programme dans le choix de s'allier. Le premier fut

Gamson¹⁰⁸ améliorant les réflexions du livre classique de William Riker. Vincent Lemieux y consacre une partie du chapitre sur les coalitions gouvernementales¹⁰⁹. Il est indéniable que le lien idéologique doit être présent pour qu'une alliance se fasse et puisse fonctionner de manière correcte sans déchirement régulier, cependant il est nécessaire de nuancer l'importance de ce propos. La véracité de ce propos, dans le cas castelroussin, se limite aux idées et valeurs mais ne s'étend pas aux programmes.

La nuance additionnelle que l'on souhaite apporter ici est celle d'un « apartisianisme » des programmes. De nombreuses études parlent d'apolitisme pour les petites communes, à l'image de Mark Kesselman et son idée de consensus ambigu¹¹⁰ pour évoquer le fait qu'il y a une absence de jeu politique partisan dans les petites communes françaises. Notre idée est ici de montrer que ce manque de jeu existe aussi sur le plan programmatique dans une certaine mesure dans des villes comme Châteauroux et pas uniquement dans des petites communes. Tout d'abord le fait que les candidats ne discutent pas de manière importante du programme et des façons de l'exercer est un symbole de la relégation de la question au second plan dans la campagne. Ensuite et surtout, on retrouve dans l'étude des programmes des grandes similitudes¹¹¹. Nous avons pu étudier la plupart des documents électoraux distribués durant la campagne y compris les documents programmatiques plus complets afin de comparer les propositions. Les thèmes y sont logiquement similaires, ce sont ceux qui animent la vie politique locale et médiatique, mais les réponses aussi, ainsi les différences apparaissent uniquement dans le champ lexical utilisé par les candidats. Trois thèmes majeurs que l'on retrouve dans les documents : la fiscalité, la réalisation d'une piscine et les questions autour du centre-ville. Sur ces trois thèmes, les candidats proposent quasiment les mêmes solutions. Sur la fiscalité, l'ensemble des candidats promettent la stabilité fiscale sur le mandat. Sur la question de la piscine, tous parlent d'en créer une nouvelle, le point de différence c'est le lieu et la taille de la piscine ou du centre nautique. Enfin sur la question du centre-ville et de ses commerçants, l'ensemble des candidats fait le constat d'un besoin de redynamisation en proposant des solutions de gratuité des parkings, une mise en avant des animations commerciales et artistiques et l'aide à l'installation de commerçants.

On peut ainsi parler, plus que d'apolitisme, de programmes similaires qui rendent impossible

¹⁰⁸ William A. GAMSON, « A Theory of coalition formation », in *American Sociological Review*, 1961 vol 26, p 373-382;

¹⁰⁹ Vincent LEMIEUX, 1998, op cit. p 122-127 ;

¹¹⁰ Mark KESSELMAN, « Le consensus ambigu, étude sur le gouvernement local » Ed Cujas, 1972, pp 150-151 ;

¹¹¹ Étude à retrouver en annexe n°3

la différenciation des candidatures par rapport à ce critère. Les programmes n'entrent pas dans le jeu partisan classique d'une élection, ils se neutralisent par leur proximité. Dans le cadre des alliances, cela explique la facilité de rejoindre un candidat ou un autre au vue de la perméabilité d'un grand nombre de projets et d'idées. Il est difficile de dire si ce concept est une particularité de cette élection municipale particulière ou bien s'il est possible de le retrouver dans des cadres plus larges. Nous l'invoquerons pour expliquer certains comportements lors du second tour mais nous nous garderons de toute généralisation piègeuse, suivant ainsi la mise en garde de Patrick Lehingue sur la généralisation de phénomène dans des monographies électorales¹¹².

II. Charisme et leadership : des concepts écrans

Les hommes politiques que nous avons rencontrés ont régulièrement défini leur position comme « suiveur » de la tête de liste. Les idées qu'ils mettent en avant sont celles de charisme, de leadership des candidats et principalement du côté des candidats UMP et PS. En science politique, cette notion fortement étudiée, depuis Max Weber, reste cependant compliquée à analyser dans le cadre d'une élection. Au vue de la récurrence de ce terme dans notre enquête de terrain, il est cependant important d'essayer de comprendre ce que signifie réellement le charisme et sa place pour les acteurs. Le débat récurrent reste de savoir si on peut réellement trouver des attributs personnels ou bien si ce sont des justifications à posteriori. Nous commencerons par essayer de définir la notion avant de se poser la question pour Châteauroux.

1. De l'image du héros à l'importance des configurations

Max Weber a défini les occurrences du charisme dans son étude des différentes formes de légitimité de la domination¹¹³. Sans en donner réellement les attributs ou les caractéristiques précises, il définit cette légitimité charismatique par la force héroïque du leader, sa personnalité particulière qui justifie la domination. Ce qui ressort comme majeur dans la position charismatique dans l'œuvre Weberienne, c'est la relation de domination. Le charisme n'existe que dans une situation de domination où le dominé reconnaît la domination légitime d'un acteur sur lui-même, domination cependant basée sur des qualités difficilement

¹¹² Patrick LEHINGUE, « Amiens. Sur quelques tendances à l'œuvre dans les transactions électorales » in « Le vote des villes, Les élections municipales des 11 et 18 mars 2001 » Bernard Dolez, Annie Laurent (dir.), 2002, Presse de Sciences Po, p 94; Réflexions introductive sur l'étude des élections municipales et le questionnement entre l'événement historique unique et les ensembles caractérisables et classables ;

¹¹³ Max WEBER, *Économie et société*, 1921 (2004) ed. Agora Les Classiques (Paris) ;

objectivable. Considérer le charisme comme une relation entre le dominant et le dominé ouvre un champ de possibilités plus large. Cela nous permet d'intégrer l'idée que l'identification d'une relation charismatique se fait en fonction des configurations du système dans lequel se passe la relation. Pour le champ politique, cela nous permet d'intégrer dans l'identification les facteurs électoraux, les ressources institutionnelles ou encore l'importance du parti politique d'un acteur. Cette réflexion sur le charisme nous oblige aussi à réfléchir sur le leadership et son lien au charisme. Jacques Lagroye se pose cette question et évoque lui aussi la diversité des théories¹¹⁴. Plusieurs auteurs évoquent le fait que le charisme peut faire partie des caractéristiques qui fabriquent le leadership tandis que d'autres préfèrent la place de la personne dans son système et ses ressources. Faisant la synthèse, Lagroye, constate que ces deux facteurs ne peuvent être opposés et peuvent être constatés simultanément dans une situation de leadership¹¹⁵.

Basé sur l'analyse de l'élection municipale à Amiens par Patrick Lehingue¹¹⁶, on choisira le postulat que le charisme et le leadership sont surtout des arguments de justification des alliances liées à la configuration locale de la campagne électorale. Un « concept écran »¹¹⁷ utilisé par les acteurs à posteriori pour évoquer leur situation au sein de la coalition. Le leadership et le charisme ne seront donc pas « traités comme un attribut mais une relation entre la pratique d'un individu et son articulation avec une configuration d'acteurs et de représentations sociales »¹¹⁸.

2. Un concept écran masquant la réalité des coalitions

Les acteurs de la vie politique castelroussine qui nous ont évoqués la notion de charisme pour parler de leur coalisant sont les membres des partis minoritaires au sein des alliances avec l'UMP et le PS. C'est dans cette optique que nous nous sommes interrogés sur la signification du terme de charisme chez les acteurs politiques. Quand ce n'était pas le terme charisme en soit, les acteurs mettaient en avant les compétences de leur tête de liste et surtout sa capacité à gérer la ville, son leadership politique. Comme le montre Mr Lehingue sur

¹¹⁴ Jacques LAGROYE, « Le leadership en questions, configurations et formes de domination » in « Le leadership politique et le territoire » A.Smith et C.Sorbet (dir.), PUR, 2003, pp 49-69 ;

¹¹⁵ Jacques LAGROYE, *Ibid*, p63 ;

¹¹⁶ Patrick LEHINGUE, « Amiens. Sur quelques tendances à l'œuvre dans les transactions électorales » in « Le vote des villes, Les élections municipales des 11 et 18 mars 2001 » Bernard DOLEZ, Annie LAURENT (dir.), 2002, Presse de Sciences Po, pp93-109 ;

¹¹⁷ Idem

¹¹⁸ Andy SMITH, « Introductions » in « Le leadership politique et le territoire » A.SMITH et C.SORBET (dir.), Preses Universitaires de Rennes, 2003, p14 ;

l'analyse de la victoire de Mr De Robien en 2001 à Amiens¹¹⁹, les acteurs se voient encensés d'arguments tels que le charisme ou la force personnelle dans une réflexion post-électorale influencée par les résultats plus que par la réalité des compétences de la personne.

Le cas castelroussin n'a pas échappé à ce biais d'analyse et les acteurs de l'UDI et du MODEM nous ont parlés des compétences de Mr Averous de manière très positive, tandis que des coalisants avec le parti socialiste défait furent beaucoup plus critiques sur les capacités des acteurs. Du côté gauche, plus précisément, le discours évolue d'ailleurs au fur et à mesure de la campagne. Lors des entretiens, notre grille adressée aux candidats¹²⁰ avait pour but de replacer les acteurs dans chacune des phases de la campagne chronologiquement pour tenter de reposer la configuration dans l'état où elle était à cette période. Même si il est difficile de retrouver l'état des choses précisément à posteriori, cela nous a tout de même permis d'analyser l'évolution des discours. Ainsi, chez un allié écologiste, on retrouve une évolution du discours sur le charisme et la force de Mr Bottemine avant le premier tour et après les résultats du premier tour. Les discours des nouveaux alliés du second tour étant eux aussi plutôt négatif sur les capacités charismatiques de la tête de liste. Avant le premier tour, Mr Bottemine est le candidat du renouveau après le décès de Mr Gateaud et le départ de Mr Flam qui gérait jusque-là la section locale. Les acteurs évoquent un personnage charismatique, accessible, avec qui les négociations furent simples et ouvertes. Ce renouveau des acteurs comme un facteur influant sur les coalitions a été confirmé, entre autre, dans l'étude de Nicolas Bué sur les coalitions de la gauche calaisienne¹²¹. Cependant, l'évolution des discours entre le premier et le second tour nous laisse penser que le discours des acteurs n'est pas totalement lié aux qualités de Mr Bottemine.

Au moment du second tour, la question du personnage fort et ouvert n'apparaît plus dans les discours des coalisant du premier tour et encore moins chez les néo-alliés du second tour.

Du côté droit, la position de Mr Averous est avantageuse dans la configuration locale, doté de ressources politiques importantes locales et nationales, c'est aussi le successeur désigné du Sénateur-Maire sortant. Ses alliés le décrivent comme un personnage ouvert et de confiance mais surtout doté d'une force politique, d'un charisme qui le rendent capable

¹¹⁹ Patrick LEHINGUE, 2002, op cit.

¹²⁰ A retrouver en annexe n°4

¹²¹ Nicolas BUE, op. cit. 2006, pp 218- 222

d'être maire. Les coalisant mettent en avant la rencontre avec l'homme avant l'acte de coalition en lui-même.

On retrouve donc bien ici le fait que le charisme apparait de différentes façons dans les discours des acteurs selon leur position dans le jeu politique, aussi bien durant la campagne qu'a posteriori des élections. Les qualités des acteurs, aussi réelles soient-elles, ne peuvent apparaître ici que comme des concepts écrans au fait de devoir justifier de sa coalition et de sa position face à un leader. Si on reprend la typologie wébérienne, les protagonistes, dans leur relation de soumission relative à un acteur justifie l'acceptation de la domination par une légitimité charismatique du leader. Il est aussi question de trouver des justifications acceptables pour les acteurs au fait de s'être coalisé après des vellétés autonomistes et même pour certains le début d'une campagne solitaire. Le fait de s'unir derrière un personnage charismatique, presque héroïque dans certains discours est plus aisé pour les acteurs que d'assumer d'avoir agi pour l'amélioration de leurs gains politiques. C'est en cela que le charisme devient un concept écran à la réalité politique locale.

III. L'échec des négociations révélateur de caractéristiques des coalitions

Dans les travaux scientifiques qui nous ont servis pour la rédaction de ce document, la très grande majorité se limite aux coalitions qui ont réussi à se former, il est rare de trouver une étude des raisons de l'échec. Cependant il serait intéressant de connaître les facteurs qui font que les négociations sont entamées mais n'arrivent pas à une conclusion positive. Le cas castelroussin est pour cela intéressant avec la présence de l'association Châteauroux à gauche et les deux adjoints sortants qui décident de monter des listes concurrentes de la liste sortante officielle. Deux logiques différentes devraient se positionner, à gauche, la liste de Mr Bellet (PG-PCF) serait liée à une négociation partisane classique qui échoue, tandis que les deux listes de droites « multi-partisanes ¹²² » seraient dans un problème lié à Mr Averous en tant que personne. Cela nous permet de développer deux idées que l'on retrouve dans les théories sur les coalitions mais avec des arguments inversés. Tout d'abord l'idée que la personnalité ne joue pas tant que les relations passées entre les acteurs, et ensuite l'idée que

¹²² Nous n'utiliserons pas le terme « apolitique » revendiqué par les deux candidats divers-droite car il ne peut s'appliquer à des candidats à une élection. Le Larousse définit l'apolitisme comme le fait de ne pas s'occuper de la politique. Ces listes se présentent à des élections et donc par définition souhaite s'occuper de la chose politique. Multi-partisane semble un terme adapté car il intègre le fait que la liste soit composée de personne de gauche et de droite, certaine encore très récemment encartées dans différents partis politique. Nous y préféreront donc le terme de multi-partisane mettant en avant la diversité de la liste malgré que ce ne soit pas une coalition.

les politiques mises en place sont toutes aussi importantes. Il apparaît aussi dans les discours des candidats, ce qui peut être considéré comme de l'orgueil et qui apparaît dans les remises en cause de la légitimité de certains candidats.

1. Liens et légitimité dans les négociations

Nous avons tenté de montrer dans le paragraphe précédent sur le charisme que c'est souvent un concept écran qui sert aux acteurs à masquer une analyse de la situation après coup et en fonction des résultats électoraux. Il s'agit ici de montrer que le côté personnel ne doit cependant pas être ignoré dans l'étude des coalitions politiques. Nous avons montré l'importance des configurations et donc des partis politiques dans le fonctionnement des coalitions politiques, maintenant nous allons étudier le rôle des liens¹²³ dans les négociations et leur influence sur le seuil de décision.

Du côté de la liste sortante, deux candidatures dissidentes sont apparues autour de Mr Averous. Deux arguments ressortent pour justifier leurs candidatures hors de la liste de Mr Averous alors qu'ils font partie de la majorité sortante. Le premier argument revendiqué c'est le fait de présenter une liste non partisane, une liste composée aussi bien de personnes de droite et de gauche, au service de la ville. Le second argument, c'est la légitimité des candidatures des adjoints ayant réalisé deux mandats face à un membre de l'administration.

Mr Tellier, à ce moment, termine son second mandat, lors du premier il s'occupait de l'environnement mais pour le second il avait aussi en charge les travaux. Délégation très importante dans une commune, qui le place 2nd adjoint de la mairie. Mr Clément était lui en charge de l'éducation, un autre poste important dans la hiérarchie des adjoints communaux. Ces deux adjoints décident de se présenter aux élections et entraînent avec eux un certain nombre d'autres élus sortants mais aussi l'ancien directeur de cabinet de Mr Mayet. Des négociations vont être conduites pour tenter de rapprocher les listes de Mr Averous et les dissidences mais en vain. Les entretiens mettent en avant plusieurs problèmes en plus de la politisation du candidat Averous, mais qui sont tous liés à sa personne et sa désignation. Le problème de la désignation par Mr Mayet d'un agent de la mairie et non d'un élu est double. Tout d'abord c'est la méthode. Le secret qui a entouré la désignation et donc le fait que les élus sont restés ignorants de cette décision malgré leur position importante dans la

¹²³ Vincent LEMIEUX, 1998, op cit.

hiérarchie municipale génère des ressentiments. Sentiment qui est accentué par le fait que depuis 2012 et un article s'interrogeant sur la succession de Mr Mayet¹²⁴, Mr Averous et le maire nient le fait que Gil Averous puisse être candidat. Lors des entretiens approfondis, les acteurs mettent en avant cette vexation face à cette ignorance et au mensonge. Difficilement objectivable et quantifiable dans le processus de décision, on ne peut cependant pas ignorer le rôle de ce ressentiment face à Mr Averous pour les négociations qui ont suivi. Ensuite le problème c'est que Mr Mayet a désigné un membre de l'administration et non un élu sortant, comme l'explique Mr Tellier à des journalistes «*Si le candidat choisi par le maire avait été un élu castelroussin, ça aurait peut-être changé les choses*¹²⁵ ». C'est alors une question de légitimité qui se pose. Cette question de légitimité est tout aussi peu objectivable, elle est fonction des personnes et difficilement intégrable à une typologie telle que celle traditionnelle de Max Weber. Pour les personnes entretenues, leur légitimité était due aux mandats municipaux qu'ils occupaient et donc à la connaissance et le travail sur les dossiers au fil des deux mandats. Cependant la légitimité électorale de Mr Averous ne peut être discutée dans le sens où il est élu lui aussi, pas dans la même commune où il est candidat, mais élu municipal. La conclusion que l'on peut en tirer c'est que les acteurs se voyaient très légitime pour se présenter aux élections municipales plus qu'ils ne remettent en cause la légitimité de Mr Averous. C'est presque une question d'orgueil qui apparaît derrière l'utilisation du terme « légitimité » par les acteurs. Tous se sentaient prêts à remplacer le maire sortant et peu ont accepté la décision de ce dernier.

C'est une théorie qui se vérifie ensuite dans le processus de négociation qui aurait pu aboutir entre les listes dissidentes et Mr Averous. Menées sous l'égide du Président du Conseil Général, les négociations n'ont jamais abouti, ni au premier, ni au second tour. On constate que contrairement aux négociations avec les autres partis politiques (MODEM et UDI), les relations entre les acteurs étaient quasiment violentes. Le fait qu'il faille un acteur extérieur pour mettre l'ensemble des politiciens autour de la même table étant un premier signe, mais les articles de presse et les entretiens nous confirment d'autant plus la volonté de ne pas s'allier. Ainsi la question des liens entre les acteurs et leur degré de « groupabilité »¹²⁶ est un facteur qui ne doit pas être ignoré et qui implique de comprendre les relations

¹²⁴ *La Nouvelle République du centre ouest*, « Municipales à Châteauroux : Gil, Vincent, Jean-François ou Paulette ? », par Bruno Mascle, 20 juin 2012 ;

¹²⁵ *La Nouvelle République du centre ouest*, « Régis Tellier se présente...et démissionne », 14 septembre 2013 par Albane Ratsivalaka

¹²⁶ Vincent LEMIEUX, 1998 op. cit. p 47 ;

personnelles entre les acteurs au-delà des jeux politiques. Relations qui peuvent aussi être influencées par les politiques mises en place précédemment.

On peut donc en conclure que les relations personnelles des acteurs ne doivent pas être ignorées dans la prise en compte des phénomènes de coalition. Difficilement quantifiable sans une étude profonde des relations entre les acteurs sur un terme relativement long, ces phénomènes apparaissent néanmoins fortement dans les entretiens avec les acteurs. On constate de plus que les griefs ne sont pas limités aux relations de personne à personne mais aussi par les actions politiques de chacun.

2. Le rôle des choix politiques locaux et nationaux

Au-delà des relations tendues du fait des questions de remise en cause de la légitimité, il est intéressant de constater l'influence des politiques mises en place par la majorité sortante pour justifier les dissidences, ou alors la politique mise en place nationalement pour justifier le rejet des alliances avec le PS. Nous avons montré que l'enjeu programmatique n'avait pas été majeur pour conclure des alliances, cependant certains acteurs justifient le refus de s'allier par les politiques déjà mise en place par certains acteurs.

Dans le discours des dissidents à la liste Averous, on retrouve un discours similaire sur des politiques qu'ils ont dûes appliquer ou sur des politiques nationales avec lesquelles ils étaient en désaccord et qui les poussent à se désengager de la liste de Gil Averous. Ainsi en plus des problèmes de personnalités, c'est aussi une question des griefs accumulés en cours de mandat qui ressortent.

Dans la liste de Mr Tellier, plusieurs personnes reprochent à Mr Mayet, alors Sénateur en plus de son mandat municipal, de ne pas avoir suffisamment défendu le maintien du 517^{ème} régiment du train. Caserne de près de 1500 personnes qui a fermé en 2012 sur une décision du gouvernement de Mr Fillon¹²⁷, impliquant la fin de la présence de l'armée dans l'Indre. Installée aux portes de la commune de Châteauroux, à Déols, cette perte de population importante et rapide a très mal été acceptée par un certain nombre d'élus locaux et cette décision est restée gravé comme une réalisation de l'UMP. Pour Mr Tellier et des personnes importantes de sa liste, l'opposition considérée comme faible de leur sénateur-maire a été attribuée à son encartement dans ce parti. Chose qui participe à leur refus de participer à soutenir la liste de Mr Averous en 2014 au moment des élections.

¹²⁷ *La Nouvelle République du centre ouest*, « 517e régiment du train : l'adieu à l'étendard », 23 mai 2012, par Albane Ratsivalaka

Pour Mr Clément c'est, entre autres, la question de la fermeture de classes durant le mandat qui a été un facteur d'écartement du maire sortant. Forcé de réaliser cette fermeture, Mr Clément, professeur lui-même, parle de difficulté à vivre ce mandat et son rôle dans cette majorité.

A gauche de l'échiquier politique, il y eu des négociations entre les acteurs de Châteauroux à gauche et la liste unie autour de Mr Bottemine et après la séparation de l'association, avec les membres de la future liste de Mr Bellet. De ces négociations qui n'ont pas abouti, on ressort un facteur important : le rejet du parti socialiste comme allié, et cela principalement pour le parti de gauche. Dans ce cadre, c'est la politique nationale qui entre dans le cadre de la décision avec le rejet de la politique gouvernementale. Pour les personnes de cette liste, il est impossible de séparer la politique locale, de la politique nationale et le PS ne peut être un allié au vue des politiques du gouvernement auquel ni le PG, ni le PCF ne sont alliés.

En conclusion, l'étude du début de la campagne et surtout des alliances qui se présenteront au premier tour des élections nous apporte une connaissance importante des facteurs qui peuvent rentrer en compte dans l'acte d'alliance ou son rejet. Ainsi l'importance des partis politiques et des configurations locales est encore une fois mise en avant. Cependant les questions d'échecs des alliances nous apportent le rôle des relations et du passif entre les acteurs. Les décisions politiques mais aussi le niveau de cordialité des relations peuvent jouer un rôle dans une alliance locale. Cependant il ne faut pas ignorer les idées sous-jacentes lorsque les acteurs font référence au concept de charisme et de légitimité d'autres acteurs. Nous allons maintenant pouvoir nous intéresser à la campagne en elle-même comme facteur d'influence des coalitions.

Modern students of human choice frequently assume, at least implicitly, that actual human choice behavior in some way or other is likely to make sense.

James March¹²⁸

¹²⁸ James MARCH, « Bounded rationality, ambiguity and the engineering of choice», in *The Bell Journal of Economics*, Vol 9 n°2, 1978, p 589

Traduction personnelle : Les étudiants en décision humaine assument fréquemment, au moins implicitement, que le comportement décisionnel humain devrait, d'une façon ou d'une autre, avoir un sens.

Chapitre 3) Le second tour : force des liens et irrationalité des choix

Le soir du premier tour les résultats sont très clairs, Mr Averous vire en tête dans l'ensemble des bureaux de vote avec un score global de 33.9%. Pour le reste des prétendants les scores sont beaucoup plus bas, avec quatre autres listes qui peuvent se maintenir au second tour. Tout d'abord, vient la liste Bottemine avec 17,36% et derrière pour 16 voix la liste de Mr Tellier. Arrivent ensuite la liste FN de Mr Colombier avec 11,6% et la liste Bellet avec 10,8%. La liste de Mr Clément ne peut se maintenir avec 7,3% mais peut fusionner dans le cadre du second tour. Seule la liste de Lutte Ouvrière est réellement éliminée avec 1,64% des voix. Les études classiques sur les coalitions voudraient que Mr Averous tente de s'allier avec une des listes à sa droite pour contrer la toute aussi logique alliance des forces de gauche. Cependant, s'il est une chose que notre étude a mise en avant c'est qu'il n'existe pas de « logique » dans le milieu politique castelroussin et que les calculs mathématiques de l'analyse de William H. Riker s'appliquent difficilement.

Chronologiquement, ce chapitre couvre deux phases de la campagne très liées. Tout d'abord la campagne électorale en elle-même. C'est-à-dire la période entre janvier et le scrutin où la quasi-totalité de l'espace médiatique réservé à la politique est consacré aux élections locales. Et enfin l'entre-deux tours, cette période très particulière qui va de l'annonce des résultats du premier tour au dépôt des listes pour le second tour. Ce sont quarante-six heures où l'ensemble des candidats doit se positionner pour le scrutin du dimanche suivant.

Ce dernier chapitre revient sur deux facteurs concordant de cette élection. Tout d'abord il s'agit d'étudier les actes de campagne comme des signes d'une coalition future. Mais aussi et surtout comment la campagne a un impact sur les décisions prises durant l'entre-deux tours, une nouvelle fois, les relations interpersonnelles impactant la campagne. Enfin, il s'agira d'étudier la coalition qui a eu lieu lors de ce second tour et les particularités qu'elle met en avant dans l'étude des coalitions politiques Nous verrons qu'il y a un lien fort entre les études sur la prise de décision en politique publique et les choix des candidats à ce moment précis d'une élection.

I. Les actes de campagne dans la balance des coalitions

1. Faire campagne avec les alliances en point de mire

Une de nos hypothèses de départ émet la possibilité que pendant la campagne, les acteurs agissent avec en tête les possibilités de négociations du second tour. Impliquant ainsi des retenues dans la parole ou des actes destinés aux candidats qui pourraient arriver en tête au premier tour.

Il nous est cependant impossible de valider cette hypothèse dans le cadre de cette élection municipale. Notre méthodologie d'étude est passée par deux vecteurs pour tenter de vérifier cette hypothèse : tout d'abord par la grille d'entretien et dans l'étude des discours des acteurs sur cette période de l'élection et ensuite par une étude des documents de campagnes distribués par les différents candidats.

Le premier vecteur, les questionnaires, nous amène des réponses négatives très claires des acteurs. Si les alliances n'ont pas eu lieu au premier tour, comme nous l'avons vu précédemment, elles n'auront pas lieu au second tour. Seul le candidat socialiste évoque le fait que la porte n'est pas fermée à sa gauche et que son adversaire reste la droite et pas le Front de gauche.

Les documents de campagnes nous apportent un éclairage encore plus clair pour certains acteurs avec des tracts qui ferment la porte à toute négociation. L'exemple flagrant est le tract de Régis Tellier¹²⁹ dénonçant et le PS et l'UMP en évoquant les différentes affaires judiciaires des partis et une nouvelle fois la fermeture du 517^{ème} Régiment du train.

Cette hypothèse est apparue pendant la phase d'essai des questionnaires sur des acteurs politiques toulousains. On constate que dans l'Indre l'élection est beaucoup plus incertaine et cela peut permettre de justifier des positions différentes de la part des candidats. Pour expliquer cela, on peut mettre en avant l'absence de sondage. Même s'il faut relativiser ou en tout cas se poser de nombreuses questions sur les effets réels des sondages, on constate que les acteurs politiques en ont fait un outil majeur pour connaître leur portée électorale et modifier leurs discours en fonction¹³⁰. Dans le cas de candidats qui ne se sont jamais présentés sur leur nom propre, sans partis en soutien officiel, il est impossible de quantifier le nombre d'électeurs qu'ils attirent. Ainsi les candidats, dans ce cadre d'incertitude, seraient tentés de croire en leurs chances et donc de ne pas prévoir d'alliance future. C'est par

¹²⁹ En annexe n°4

¹³⁰ Patrick LEHINGUE, « l'emprise des sondages sur le jeu électoral : vrais et faux débats », in *Savoir/Agir* 2007/1 (n°1), p 37-47 ;

exemple le cas de Régis Tellier qui termine 3^{ème} du premier tour au même niveau (environ 3 000 voix) que la coalition de Mr Bottemine.

2. Les relations de campagne dans les décisions d'entre-deux tours

De manière inverse à la partie précédente et dans la logique de notre réflexion sur l'influence des relations passées entre les acteurs, on constate que la campagne joue un grand rôle sur les coalitions qui peuvent avoir lieu au second tour. Ainsi si les acteurs ne tentent pas d'agir durant la campagne en fonction des possibles résultats du second tour, on constate que leurs relations pendant la phase de compétition jouent un rôle dans les alliances.

L'exemple majeur qui vérifie cette hypothèse c'est la situation du côté droit de l'échiquier politique avec les relations entre les deux dissidents et la liste d'union de Mr Averous. Au soir du second tour, Mr Averous est dans une position très favorable en vue du scrutin final, le fait qu'il soit en tête dans l'ensemble des bureaux de vote, même ceux traditionnellement de gauche étant un symbole de sa réussite. Cependant malgré son score, le fait qu'il puisse y avoir cinq listes au second tour pourrait compromettre sa victoire, surtout avec la possibilité d'union des gauches. Il est donc question d'alliance avec les listes des dissidents pour s'assurer la victoire. Deux facteurs vont alors rentrer dans la balance : la difficulté des relations entre les acteurs de droite et le rôle d'une campagne pour unir une liste.

Une nouvelle fois, les relations vont jouer un rôle important dans la possibilité d'une alliance entre les listes. Au cours de la campagne, l'hostilité entre les candidats ne s'est pas apaisée et la campagne a été aussi violente que l'était le premier round des négociations. Ainsi dans la même logique qu'au premier tour, les acteurs vont être réunis autour du président du Conseil Général pour tenter de trouver un point d'accord mais les demandes ne seront pas acceptées par Mr Averous. Mr Tellier, dont les militants affirment le soir du premier tour ne pas vouloir s'allier avec la liste UMP-UDI-MODEM¹³¹, demande tout de même dix postes à Mr Averous. Arnaud Clément demande, lui, quatre postes et des points de programmes. Derrière ce rejet et au-delà des questions des relations entre les acteurs, on trouve l'idée que Mr Averous ne souhaitait pas briser sa liste en retirant quatorze postes éligibles à ses colistiers. Durant la campagne, des relations fortes se sont créées entre les acteurs. Lewis Corser dans son ouvrage sur les fonctions du conflit social¹³² rappelle que la présence d'un adversaire peut permettre de souder les liens entre des groupes. Ainsi durant

¹³¹ Pierre BELSOEUR, 2014, op. cit. p 119

¹³² Lewis COSER, « Les fonctions du conflit social », Collection Sociologie PUF, 1956, 183p ;

la campagne, on peut constater que le conflit entre les colistiers de Gil Averous et de Régis Tellier a créé des liens forts entre les colistiers. Cela rend encore plus compliqué l'union au second tour car il faudrait diviser des listes soudées et y intégrer les adversaires importants des six derniers mois. Les entretiens nous ont confirmé que les négociations avaient, encore une fois, été réalisées sous la pression de Mr Pinton¹³³ mais qu'aucun des acteurs ne souhaitait réellement qu'elles aboutissent. Les acteurs se voyaient très mal travailler ensemble après une campagne si hostile. Une des trois têtes de listes nous a confirmé lors d'un entretien qu'il ne souhaitait pas travailler avec certaines personnes des autres listes et surtout après avoir « *tapé dur pendant la campagne* », tandis qu'un autre ne s'est pas présenté à la première soirée de négociation.

Une nouvelle fois, on constate que les relations interpersonnelles jouent un rôle très important dans la fondation des alliances locales. Le fait que les questions programmatiques ne soient pas une différence importante nous laisse la possibilité de se focaliser sur d'autres facteurs et les relations entre les acteurs semblent avoir été très importantes.

II. La décision dans l'entre-deux tours : rationalité limitée

L'entre-deux tours est une période très particulière dans le cadre des campagnes électorales. Pour les candidats en possibilité de se maintenir, du dimanche soir 20h au mardi 18h, il s'agit de choisir la stratégie gagnante. C'est une période très stressante, très fatigante où les candidats doivent prendre des décisions sur des alliances pour lesquelles ils avaient eu des semaines pour réfléchir au premier tour. A ce point, nous avons vu que Mr Averous avait refusé de modifier sa liste pour le second tour et qu'aucune alliance n'avait été possible avec les deux listes dissidentes seules. Il en est de même pour les listes Bottemine et Bellet qui n'ont pas réellement cherché un accord et décident de se maintenir. La période que nous allons étudier débute donc le lundi soir et va se terminer un peu moins de 24h plus tard avec seulement 4 listes déposées à la préfecture pour le second tour.

Nous allons nous focaliser sur la seule alliance de ce scrutin : la réunion de la liste socialiste-écologiste-radical avec les listes de MM Tellier et Clément. Si on se base sur les résultats du premier tour, en ôtant les questions de reports de voix, dans le cadre d'une quadrangulaire, cette liste d'union apporte 41.94% des voix du premier tour, les plaçant vainqueurs. Cette

¹³³ Président du Conseil Général de l'Indre, UMP;

alliance, qui pourrait se rapprocher de la coalition minimale gagnante de Riker¹³⁴, pose de nombreux problèmes quant à la rationalité de sa fondation. C'est le phénomène de décision en lui-même que nous allons étudier afin de mettre au jour les facteurs qui rentrent en compte.

Les acteurs évoquent dans les médias, dans les jours suivant leur accord, une alliance inédite basée sur la volonté de défendre Châteauroux, une alliance au-delà des clivages et des alliances classiques. L'hypothèse qui ressort de nos études de terrain est au contraire celle d'une alliance « jusqu'au-boutiste » avec la volonté de défaire Mr Averous. Nous ne remettons pas ici en cause la volonté d'agir pour la ville de Châteauroux, ce n'est pas le propos de ce mémoire, nous ne nous intéressons qu'au processus de décision qui amène cette alliance pour le moins surprenante dans le jeu politique national¹³⁵. Pour cela, nous allons évoquer deux grands facteurs : tout d'abord un facteur contextuel et ensuite le facteur « humain ». Le premier facteur intègre des réflexions sur l'urgence de la décision, l'incertitude d'une élection, surtout pour des personnes quasi-novices en politique et les pressions qui ont pu avoir lieu durant les négociations. Le second facteur s'intéresse aux preneurs de décisions directement et aux facteurs qui influent naturellement sur la décision. Pour fonder notre réflexion, nous utiliserons les recherches effectuées sur la décision en sciences politique, avec principalement la théorie de la rationalité limitée des acteurs d'Herbert Simon¹³⁶. Mais nous nous intéresserons aussi aux modèles de prises de décisions mis au jour par la psychologie cognitive, avec comme base le modèle de « recognition-primed decision » de Gary Klein¹³⁷.

1. Les facteurs contextuels

Comme nous l'avons répété précédemment, la période de l'entre-deux tours est très particulière pour les candidats. Pour les membres des listes Bottemine, Tellier et Clément qui participent aux négociations, l'échec des discussions avec les autres listes les laisse le lundi soir dans la même situation que vingt-quatre heures plus tôt. C'est-à-dire que Mr

¹³⁴ William H. RIKER, 1962, op cit.

¹³⁵ *Le JDD.fr*, « Tour de France des Alliances inattendues : Le PS avec un candidat « manif pour tous » à Châteauroux », le 25 mars 2014 ;

¹³⁶ Herbert SIMON, James MARCH, « Les Organisations : problèmes psychosociologies », Ed Dunod, 1993 (1999), 254 p

¹³⁷ Gary KLEIN, « A recognition-primed decision model of rapid decision making » in « Decision making in action, models and methods » G.KLEIN, J.ORASANU, R.CALDERWOOD, C.E.ZSAMBOK; Ed Ablex, 1993 pp 138-147;

Clément ne peut pas se présenter au second tour et l'ensemble des autres listes courent vers un score sensiblement similaire à celui du premier scrutin.

Il semblerait que l'idée de l'alliance tripartite provienne d'Arnaud Clément, seule candidature ne pouvant se maintenir sans alliance. Les trois candidats se réunissent dès le mardi matin pour commencer à évoquer cette alliance, sachant que l'ensemble des documents de candidature doivent être déposés le mardi avant 18h à la préfecture¹³⁸. Pour les candidats, cela implique donc qu'il faut réussir à trouver un accord, le faire valider par la majorité de leurs colistiers respectifs et déposer les documents en préfecture dans un laps de temps très court. Nous sommes donc bien dans une situation de prise de décision dans l'urgence. Cela implique des modifications du processus de décision pour les candidats. Alors qu'au premier tour les candidats avaient eu des semaines pour décider de coaliser ou non, ils n'ont ici que très peu de temps. Les modèles extraits des études sur la prise de décision vont tous dans le même sens pour dire que des choix fait rapidement, surtout avec des enjeux importants pour l'avenir des acteurs ne se font pas de la même façon que ceux réfléchis dans le temps.

« Les stratégies de décisions qui demandent une délibération ; par exemple, l'étude extensive des multiples options comme recommandée par de nombreux théoricien de la décision ; ne sont simplement pas faisables »¹³⁹.

Étudiant les décisions qui doivent être prise de manière très rapide, les auteurs montrent que dans une situation où la décision doit se faire en temps limité voire très limité, la tendance des acteurs est de se diriger vers des solutions plus « simples », des solutions pour lesquelles l'information est présente immédiatement. Ainsi dans le cadre d'une réunion entre les trois candidats, il semblerait que la décision devenant urgente, la solution d'une alliance à trois s'est révélée possible. Le set d'information à disposition des acteurs est assez clair à ce moment. L'alliance uniquement entre MM Clément et Tellier n'apparait pas mathématiquement viable (25% des voix combinées au premier tour) et les alliances avec le FN, la liste Averous et Bellet étant hors du champ des possibles, une seule est intéressante

¹³⁸ Comme au 1^{er} tour, pour déposer une liste, chaque candidat doit remplir un formulaire de candidature (CERFA n°14997-01) avec une attestation d'inscription sur les listes électorales dans la commune de candidature de moins de 30j et ces documents sont livrés à la préfecture par une personne chargée par la liste.

¹³⁹ J.PAYNE, J.R.BETTMAN & E.JOHNSON, « Adaptive strategy selection in decision making », in *Journal of American psychology: learning, memory & cognition*, 1988/7, 77 p
Traduction personnelle de "Decision strategies that demand deliberation-for example, the extensive evaluation of multiple options recommended by many decision theorist- are simply not feasible" extrait de

pour l'ensemble des acteurs. On peut donc arguer que le temps à jouer un rôle dans la décision dans le sens où celui-ci force les acteurs à limiter les propositions étudiable. En revenant sur cette décision, les acteurs évoquent aussi cette question du temps comme étant majeure dans leur choix. A court de temps et avec une volonté de peser sur le second tour, cette décision leur est apparue comme intéressante.

Le second facteur qui nous apparaît comme important dans le processus de décision, c'est le fait que les trois têtes de listes soient des néophytes des négociations politiques et surtout au second tour. Ainsi malgré deux mandats municipaux, les deux dissidents n'ont jamais vécu une situation où il fallait négocier au second tour. C'est la même situation pour Mr Bottemine qui n'a jamais candidaté à une élection avant celle-ci et nous l'avons montré dans le paragraphe précédent, les négociations de premier tour ne sont pas similaires à celles qui se posent dans l'entre-deux tours.

On retrouve dans les recherches sur la décision et surtout dans le modèle classique de Gary Klein une idée majeure : l'importance de l'expérience. L'auteur évoque le besoin de « patrons »¹⁴⁰, c'est-à-dire le rôle de la mémoire et de l'expérience sur les décisions. Cela implique une différence dans les décisions entre des personnes ayant une expérience de ce type de situation ou non. Pour Mr Klein et les recherches qui ont suivies, les experts verront plus simplement les problèmes sous-jacents, ils auront une meilleure connaissance des questions qui se pose dans ce type de situation¹⁴¹. Au sein du modèle¹⁴² les acteurs se pose la question « Cette situation est-elle familière ? » à presque toutes les étapes de la réflexion. Le fait que la réponse soit « non » pour l'ensemble des acteurs de cette coalition peut avoir un rôle dans sa facilitation.

La réception médiatique, politique et citoyenne de cette alliance a été terrible et les résultats du scrutin du dimanche suivant en ont prouvé l'échec avec seulement 4 000 voix en leur faveur, alors que les trois candidats en avaient réunis près de 7 500 au premier tour. En entretien, les acteurs nous ont confirmé qu'ils n'avaient pas conscience de ce qu'allait entraîner comme répercussions cette alliance. Se posant, seuls, la question de le refaire, les

¹⁴⁰ Traduction de « pattern » par Jean-Charles POMEROL « La décision humaine, reconnaissance plus raisonnement » in « Concepts et Méthodes d'aide à la décision » par D.BOUYSSOU, D.DUBOIS, M.PIRLOT et H.PRADE, Hermès, p173 ;

¹⁴¹ J.LARKIN, J.McDERMOTT, J.SIMON, H.A.SIMON, « Expert and novice performance in solving physics problems », 1980, pp 1335-1342;

¹⁴² Modèle complet en annexe n°6

candidats expliquent qu'ils ne le referaient probablement pas devant la violence des réactions.

Ainsi pour ces deux premiers facteurs, les réflexions sur le processus de décision nous montrent que cette coalition connaît les problèmes de rationalité limitée définie par Herbert Simon dans les années 1970. Le manque d'expérience pouvant être assimilé au manque d'information ne permettant pas une décision réellement optimale des acteurs.

Le dernier facteur important dans le contexte de l'entre-deux tours est celui des influences extérieures qui ont eu cours au moment des négociations. Positifs ou négatifs, cette journée de négociation a été perturbée par des facteurs extérieurs tout du long. Au contraire de la grande majorité des négociations politiques, ces dernières n'ont pas eu lieu de manière secrète et cela semble avoir joué un rôle dans la décision des politiciens. On note deux influences différentes : tout d'abord cette absence de secret et enfin la pression du parti socialiste pour un accord sur son candidat.

Pour le premier tour nous avons rapidement évoqué le secret et l'importance des lieux dans les actes de négociations en expliquant qu'ils n'avaient pas eu une influence majeure, pour le second tour, c'est tout l'inverse.

Tout d'abord au niveau de la question du lieu des négociations, ne s'étant tenues que sur un seul jour, elles se sont déroulées au même endroit : l'Hôtel de l'Élysée, propriété de Régis Tellier. C'est un symbole important en termes de domination, sociologiquement, dans le sens où le candidat qui accueille est en situation de force. La tête de liste socialiste, en tête à gauche, évoquait en entretien le fait que ce soit lui qui se soit déplacé pour aller discuter avec la liste Bellet comme un acte symbolique d'ouverture. Il en est de même pour le fait que ce ne soit pas lui qui accueille les négociations ce mardi 25 mars 2014.

Mais la question du lieu est surtout importante car il ne permet pas le secret des négociations. L'hôtel est placé en centre-ville sur une avenue passante. A quelques mètres sur le même trottoir se trouve les bureaux de France 3 Région et de France Bleu, tandis qu'à moins de 100 mètres se situent les bureaux de la Nouvelle République du centre ouest et le local de campagne de Gil Averous. Dans la matinée, l'ensemble des milieux politique et médiatique castelroussin est donc au courant que les trois candidats discutent. Ce fait qui aurait pu rester au stade d'anecdote est pourtant très important dans le sens où la presse va jouer un rôle de pression sur les acteurs. Tout d'abord, en faisant le siège devant la porte de l'hôtel mais surtout en essayant de forcer l'entrée de l'hôtel. De la sorte, les médias créent une tension

supplémentaire dans les discussions. Les études sur la décision ont montré que la pression et le stress jouent le même rôle que le manque de temps dans le processus de décision. Ainsi les acteurs racontent cette journée comme très stressante avec les médias qui tentent d'obtenir des déclarations rapidement afin de correspondre aux délais des journaux télévisés. La pression est telle que des acteurs évoquent des débuts de bousculades violentes avec les journalistes souhaitant pénétrer dans l'hôtel contre l'avis de Régis Tellier. Au-delà du fait que la pression médiatique agisse comme la pression temporelle, on peut aussi évoquer le fait qu'il aurait été difficile après une journée de discussion d'expliquer aux médias qu'aucune alliance n'avait été négociée.

La seconde pression qu'on retrouve dans les négociations vient autant des entretiens locaux que des entretiens nationaux. Au soir du premier tour, nationalement, le PS a des mauvais résultats, prévisibles car c'est le parti au pouvoir, mais qui semblent supérieur aux scores attendus. Il y a donc un mot d'ordre national sur les candidats socialistes des grandes villes pour faire des alliances avec les autres forces de gauche afin de gagner le plus de communes possibles. Pour Mr Bottemine, la pression vient donc aussi des instances nationales de son parti, avec lesquelles il va d'ailleurs s'entretenir pour obtenir l'accord. Accord qu'il obtient rapidement dans cette situation.

On peut en conclure que les acteurs sont fortement influencés par le contexte dans leur choix d'alliance. Au-delà d'une décision rationnelle issue d'un calcul politique et électoral, on constate ici l'influence de facteurs systémique (le temps, les partis et les médias) mais aussi de facteurs liés aux candidats eux-mêmes (l'inexpérience). Cela nous amène à étudier plus précisément les facteurs qu'on pourrait qualifier « d'humain ».

2. La décision, un acte purement humain

Les études sur la décision débutent souvent par le rappel du fait, qu'au même titre que le langage complexe, les humains ont la particularité de pouvoir raisonner et donc de prendre des décisions non liées à leurs instincts. Dans le cadre de cette étude, il nous apparaît important d'apporter ici des précisions sur le rôle des candidats en tant qu'être humain maintenant que nous avons vu leurs positions dans la configuration politique. Nous allons intégrer ici deux facteurs qui ressortent de manière importante lors de nos entretiens. Tout d'abord c'est la question du stress et de la fatigue et pour terminer, l'importance des émotions dans le processus de décision.

La fatigue, au moment des négociations de second tour, est un facteur évoqué par l'ensemble des personnes interrogées. D'abord la fatigue globale d'une campagne électorale qui anime le milieu politique depuis plus d'un an et surtout des derniers mois où la campagne est quotidienne. Les candidats n'hésitent pas à mettre en avant leurs nombreuses actions de terrain, le nombre de personnes qu'ils ont rencontrées en faisant du porte à porte ou encore les sessions de tractages pour justifier l'importance de leur campagne et la fatigue qui s'en suit. De plus, le mardi matin, au début des discussions tripartite, il faut ajouter la fatigue accumulé de deux jours intenses. Concrètement, entre le dimanche soir très stressant et la journée du lundi remplie de discussions avec d'autres listes, les candidats reconnaissent être exténués le mardi matin et les négociations vont durer toute la journée. Un des exemples les plus flagrants du niveau de fatigue et de l'épuisement lié à la campagne est celui de Régis Tellier qui fait un malaise le mercredi matin. « *A bout de force, je m'effondre et la campagne est finie, on est porté par la liste mais à un moment c'est la limite* ». Ainsi au même titre, et en addition, des facteurs externes telle que la pression, il semblerait que la fatigue ait joué un rôle de facilitateur des négociations. Les candidats qui se retrouvent le mardi matin sont fatigués et stressés par les enjeux ainsi que les médias. Au même titre que la rationalité peut être limitée par le manque d'information, elle l'est aussi si les acteurs n'ont pas les moyens physiques de compléter un processus de décision serein. Ainsi les recherches sur la décision évoque ce facteur fatigue au même titre que le stress comme influant sur les choix des acteurs. Pour les protagonistes, la fatigue agit comme un facilitateur des négociations, elle pousse les acteurs à choisir une décision rapide. Au même titre que les facteurs précédents, les acteurs sont à la recherche de la solution qui satisfera leurs conditions dans un temps limité et donc d'une solution simple.

Enfin le dernier facteur, et un des plus importants, c'est l'influence des émotions dans la prise de décision des édiles locales. Si nous avons évoqué à de nombreuses reprises l'idée que les relations interpersonnelles entre les candidats jouent un rôle important, on peut pousser la réflexion une nouvelle fois en évoquant le rôle des émotions dans la négociation de l'alliance tripartite du second tour. Ainsi, les candidats, principalement MM Tellier et Clément, et leurs colistiers, ont de très forts ressentiments à l'égard de Gil Averous. Nous avons vu que c'était un des facteurs qui avaient entraîné le maintien de ces listes tout au long de la campagne et leur volonté « jusqu'au boutiste ». Lors des entretiens, cette détestation du maire est d'autant plus forte que près d'un an de mandat s'est déroulé, mais les documents de campagne, l'image que donnent les médias de la campagne et la veille sur les réseaux

sociaux des candidats nous confirment que ce ressentiment n'a pas débuté le 30 mars. Ce sentiment s'accroît aussi avec les attaques de l'ancien maire et donc soutien de Mr Averous aux candidatures dissidentes. Mr Mayet prédisant, par exemple, un résultat 0.5% à Mr Clément ou le comparant à un adjoint du mandat de 2001 ayant rejoint l'extrême droite. Mr Tellier évoque aussi le fait que jamais il n'aurait reçu d'appel de Mr Averous pour lui annoncer son refus d'alliance lors de ce second tour, le futur maire étant soutenu dans sa version des faits par de nombreux colistiers. Fait qui aurait pu rester anodin dans une longue campagne, il est devenu un symbole ressassé encore aujourd'hui, des mauvaises relations entre les protagonistes.

Il y a donc grave mésentente entre les protagonistes de droite et celle-ci a eu un rôle important dans l'impossibilité de faire alliance à droite. Pour notre étude du processus de décision de cette coalition, ce sentiment n'est pas inoffensif non plus. En 1994, Antonio Damasio a démontré l'importance que jouent les émotions dans la prise de décision¹⁴³. De nombreuses recherches en science politique ont mis en avant que l'interprétation personnelle d'une situation joue un rôle majeur dans la délimitation de la rationalité décisionnelle¹⁴⁴. Ainsi pour Châteauroux, l'importance des ressentiments ne peut être ignorée comme facteur dans la décision. Les acteurs sont dans un champ des possibles plus délimité¹⁴⁵ à cause de leurs émotions. Il ressort des entretiens que c'est un des facteurs les plus importants de la création de cette alliance.

Du côté de l'alliance PS-EELV-ADI-MRC, les discours des membres d'EELV abondent aussi dans le sens de l'importance des émotions, non pas à cause de ressentiment envers Mr Averous, mais de la volonté de tout faire pour gagner. Ainsi pour justifier leur présence dans l'alliance, les protagonistes, menacés d'exclusion par leur parti, évoquent le fait de vouloir aller jusqu'au bout, de ne pas se présenter pour le forme et une nouvelle défaite mais de garder une chance de gagner. Dans les discours on retrouve l'idée de cette recherche de la coalition minimale gagnante de Riker mais surtout ce sentiment de ne pas vouloir laisser gagner Mr Averous sans tenter tout ce qui est possible. Après douze ans de gouvernance de Jean François Mayet, les acteurs veulent tenter de faire changer la situation politique de la

¹⁴³ Antonio DAMASIO, « L'erreur de Descartes : la raison des émotions », Ed. Odile Jacob, 1995, 382 p ;

¹⁴⁴ James MARCH, Johan OLSEN, « Ambiguity and choice in organizations », in *Universitetsforlaget* Bergen, 1976;

¹⁴⁵ Le terme de « rationalité limitée » est la traduction française de « bounded rationality », terme qui implique une idée de frontière, de limite. Délimitée nous semble alors le terme le plus adapté pour correspondre aux théories de Simon et March.

ville à tout prix. Ainsi en plus de l'ensemble des facteurs évoqués précédemment, c'est ce sentiment profond de pouvoir gagner qui motive les acteurs à fonder cette alliance.

En conclusion de cette partie, ce sont deux grands facteurs qui se confirment comme important dans les décisions de coaliser. Tout d'abord la question des relations interpersonnelles, évoquées sous le terme de « liens » dans les recherches de Vincent Lemieux, et qui apparaissent aussi dans les émotions des acteurs au moment du second tour. Ces relations entre les acteurs agissent particulièrement de manière négative sur les possibilités de coalition.

Le second facteur c'est l'irrationalité des décisions des acteurs. Hypothèse validée depuis longtemps dans les recherches sur les décisions en action publique, la rationalité est aussi limitée pour les politiciens dans la réalisation des coalitions. Il semblerait, de plus, que les particularités calendaires du second tour soit un facteur aggravant à cause des pressions supplémentaires induites. De plus on constate aussi que les décisions restent des choix humains et que c'est un facteur qui rentre en compte pour comprendre les choix politiques.

Conclusion

Pour conclure, repartons de la question initiale de ce mémoire : quels sont les facteurs qui interfèrent dans la création d'une coalition politique locale ?

La réponse ne peut être unique et le plan chronologique nous a permis de mettre en avant l'évolution des facteurs en fonction des événements de la campagne.

On doit d'abord considérer l'influence de la situation nationale sur le jeu local. Une élection locale s'intègre dans un contexte politique plus large que la circonscription électorale. Ainsi la présence de l'ensemble des partis politiques majeurs dans l'Indre influe sur les coalitions dans le sens où les sections n'agissent pas hors des cadres fédéraux. De plus le contexte politique national influe obligatoirement dans les décisions des acteurs qui n'agissent rarement que sur un seul plan local. Ces configurations nationales ont aussi un pendant local qu'il faut prendre en compte. Ne se résumant pas au contexte, cette influence des mouvements politiques locaux doit aussi être prise en compte pour réussir l'étude.

Dans un second temps, il ressort que dans les négociations, c'est la personne qui prend le dessus sur les configurations. Que cela soit à cause de leurs ressources, leurs contraintes et leur positionnement dans la configuration politique locale, c'est l'acteur qui reste central dans les négociations. Les actions des candidats des partis nous sont apparues fortement liées aux ressources et contraintes de ceux-ci tandis que les actions des dissidents semblent être motivées par les relations interpersonnelles des acteurs. Nous avons souhaité réaliser une étude qui prend en compte les alliances de manière dynamique, qui considère les relations entre les acteurs dans le temps. Cela nous a permis de mettre en avant que les relations interpersonnelles sont un facteur important qui peut faire ou défaire une union.

Il apparaît aussi, que malgré la présence des partis politiques de la campagne, les programmes des listes ne sont pas si différents les uns des autres. On constate un apartisianisme des idées qui peut aussi permettre de favoriser des coalitions non classiques.

Enfin, au-delà des ressources, des relations et des contraintes des acteurs, il ne faut pas oublier leur humanité et les biais que cela implique dans la décision. Ainsi nous avons mis en avant que le choix des coalitions du second tour s'était fait dans des conditions et avec des acteurs ayant une rationalité limitée. On constate tout d'abord l'influence des éléments

extérieurs et de contexte : le temps, les médias et le lieu de négociation. Les deux premiers imposant une pression sur les candidats tandis que le dernier crée un rapport de domination dans les négociations. Ensuite et surtout, c'est une nouvelle fois l'influence des relations interpersonnelles sous le trait des émotions qui influe sur la rationalité décisionnelle des acteurs. Enfin on constate le rôle de la fatigue sur la réflexion des acteurs et donc sur les décisions prises dans l'entre-deux tours.

De cette étude très localisé, il est difficile d'extraire des conclusions applicables au reste des études électorales. Cependant, il serait intéressant de multiplier les recherches sur la force des liens dans le jeu politique afin de confirmer l'exemple castelroussin.

Bibliographie

Ouvrages :

BELSOEUR Pierre, *Le bal des prétendants*, Ed. la Bouinotte, 2014, 173 pages

BUÉ Nicolas, *Entre beau-frère et camarade. La conquête de calais par les communistes en 1971*, Mémoire de DEA, 1999, 164 pages

BUÉ Nicolas, sous la direction de Michel Hastings, *Rassembler pour régner. Négociation des alliances et maintien d'une prééminence partisane : L'union de la gauche à Calais (1971-2005)*, 2006, Thèse de doctorat en Sciences Politiques, 748 pages

CORSER Lewis, *Les fonctions du conflit social*, Presse Universitaire de France, collection Sociologies, 1982 (1956), 183 pages

CROZIER Michel & FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Ed du Seuil, 2014 (1977), 500 pages

DAMASIO Antonio, *L'erreur de Descartes : la raison des émotions*, Ed. Odile Jacob, 1995, 382 pages

DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, 1951, Armand Colin

DUVERGER Maurice, *Le système politique français*, 21e édition », Presses Universitaires de France, collection Thémis, 1996, 661 pages

ELIAS Norbet, *Qu'est ce que la sociologie ?*, Ed. Presses-Pocket, Paris, 1991, 222 pages

HAEGEL Florence, *Partis politiques et systèmes partisans*, Presse de Sciences Po, 2007, 452 pages

KESSELMAN Mark, *Le consensus ambigu, étude sur le gouvernement local*, Ed Cujas, 1972

LECOEUR Erwan, *Des écologistes en politique*, 2011, Ed. Lignes de repères, 220 pages

LEMIEUX Vincent , *Les coalitions, liens, transactions et contrôle*, Presses Universitaires de France, 1998, 235 pages

SIMON Herbert & MARCH James, *Les Organisations : problèmes psychosociologies*, Ed Dunod, 1993 (1999), 254 p

SMITH Andy & SORBET Claude, *Le leadership politique et le territoire*, Presses Universitaires de Rennes, 2003, 296 pages

WEBER Max, *Économie et société*, Ed Agora Les Classiques, 2004 (1921), 410 pages

Articles scientifiques et chapitres d'ouvrages collectifs :

BONNET Gilbert, « La théorie des coalitions selon William Riker. Essai d'application aux élections municipales françaises de 1965 et 1971 » in *Revue française de science politique*, 1972, 22e année, n°2, p. 269-282

BROQUA Christophe, « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant », in *Genèses*, 2009/2 n° 75, p. 109-124

BUÉ Nicolas et DESAGE Fabien, « Le « monde réel » des coalitions » L'étude des alliances partisans de gouvernement à la croisée des méthodes », in *Politix*, 2009/4 n° 88, p.7-37

BUÉ Nicolas, « Les accords de coalition dans une municipalité d'union de la gauche. Contribution à l'étude de la régulation des rapports coalitionnels », in *Politix*, 2009/4 n° 88, p.105-131

DECHEZELLES Stéphanie, « Les « malgré nous » de la Casa delle Libertà » Conditions de perception et d'usages de la coalition par des jeunes militants en Italie », in *Politix*, 2009/4 n° 88, p.163-185

DESAGE Fabien & BUÉ Nicolas, « Le « monde réel » des coalitions, l'étude des alliances partisans de gouvernement à la croisée des méthodes », in *Politix*, 2009/4, p 7-37

DESAGE Fabien, « Un régime de grande coalition permanente ? » Éléments lillois pour une sociologie des « consensus » intercommunaux », in *Politix*, 2009/4 n° 88, p. 133-161

GAMSON William A., « A Theory of coalition formation », in *American Sociological Review*, 1961 vol 26, p 373-382

HAEGEL Florence, « Faire l'union. La refondation des partis de droite après les élections de 2002 », in *Revue française de science politique*, 2002/5 (Vol. 52), p.561-576

KLEIN Gary, « A recognition-primed decision model of rapid decision making » in KLEIN Gary, ORASANU Judith, CALDERWOOD Roberta & ZSAMBOK Caroline, *Decision making in action, models and methods*, Ed Ablex, 1993 p.138-147

LARKIN Jill, McDERMOTT John, SIMON Dorothea, SIMON Herbert, « Expert and novice performance in solving physics problems » in *Science*, vol. 208, 1980, p.1335-1342

LEHINGUE Patrick, « Amiens. Sur quelques tendances à l'œuvre dans les transactions électorales » in DOLEZ Bernard & LAURENT Annie, *Le vote des villes, Les élections municipales des 11 et 18 mars 2001*, Presse de Sciences Po, 2002, p.93-109

LEHINGUE Patrick, « l'emprise des sondages sur le jeu électoral : vrais et faux débats », in *Savoir/Agir*, 2007/1 (n°1), p.37-47

MARCH James, « Bounded rationality, ambiguity and the engineering of choice », in *The Bell Journal of Economics*, Vol 9 n°2, 1978, p. 587-608

PAYNE John, BETTMAN James R., JOHNSON Eric, « Adaptive strategy selection in decision making », in *Journal of American psychology: learning, memory & cognition*, 1988/7, 77 pages

PIERSON Paul, « Increasing returns, path dependence, and the study of politics », in *American Political Science Review*, 2000 Vol 94, p.251-267;

POMMEROL Jean-Charles, « La décision humaine, reconnaissance plus raisonnement » in D.Bouyssou, D.Dubois, M.Pirlot et H.Prade, in *Concepts et Méthodes d'aide à la décision*, Ed. Hermès, p.173-205

REIF Karlheinz, SCHMITT Hermann, « Nine Second-Order National Elections. A Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results », in *European Journal of Political Research*, 1980, p. 3-44;

SAWICKI Frédéric, « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques » in *Politix*, Printemps 1988, Vol. 1, p.13-28

Articles de presse :

Atlantico «Le FN pose ses conditions pour des accords locaux aux municipales : quel type d'alliance sa "charte d'action" dessine-t-elle ? » 11 septembre 2013 par Joel Gombin

Europe 1 « l'UMP nouvelle est arrivée », 15 janvier 2013 par Rémi Duchemin

JolPresse, « Panorama des partis politiques en France : élus et adhérents », 4 décembre 2013

L'Écho du Berry, « Marc Fleuret, du judo à la politique », 12 juin 2014

La Nouvelle République du centre-ouest, « 517e régiment du train : l'adieu à l'étendard », 23 mai 2012, par Albane Ratsivalaka

La Nouvelle République du centre-ouest, « Municipales à Châteauroux : Gil, Vincent, Jean-François ou Paulette ? », 20 juin 2012, par Bruno Mascle

La Nouvelle République du centre-ouest, « Main tendue du FN à Averous » 10 janvier 2013 par Catherine Pelletier

La Nouvelle République du centre-ouest, « Municipales 2014 : bousculade au portillon » 10 février 2013, par Bruno Mascle

La Nouvelle République du centre-ouest, « M. Arroyo candidat radical », 23 mars 2013, par Albane Ratsivalaka

La Nouvelle République du centre-ouest, « Le candidat Gil Averous ce célèbre inconnu », 14 avril 2013 par Bruno Mascle

La Nouvelle République du centre-ouest, « Marc Fleuret, chef de file de L'Esprit centriste », 3 juillet 2013 par Jacky Courtin

La Nouvelle République du centre-ouest, « Gil Averous investi par l'UMP », 10 juillet 2013

La Nouvelle République du centre-ouest, « Le candidat Michel Arroyo démissionne du PRG », 11 septembre 2013 par Albane Ratsivalaka

La Nouvelle République du centre-ouest, « Régis Tellier se présente...et démissionne », 14 septembre 2013 par Albane Ratsivalaka

Le Figaro, « L'UDI-MoDem se félicite de ses listes autonomes », 26 mai 2014 par Julie Waintraub

Le Figaro, « Duel UMP-FN au second tour à Villeneuve-sur-Lot », 17 juin 2013 par J.W.Forquès

Le Figaro, « Interview de Christophe Borgel », 2 juillet 2013, par François Xavier Bourmaud

Le Journal Du Dimanche, « Les partis politiques, revue d'effectifs », 6 janvier 2012 par Adrien Gaboulaud

Le JDD, « Municipales, les écologistes se rapprochent de Mélenchon », 4 octobre 2013, par Gaspard Dhellemmes

Le JDD.fr, « Tour de France des Alliances inattendues : Le PS avec un candidat « manif pour tous » à Châteauroux », le 25 mars 2014

Le Lab Europe 1, « Pour recruter de nouveaux adhérents, le PRG convoque Georges Clemenceau et Jean Moulin » 22 avril 2013, par Sébastien Tronche

Le Monde Diplomatique, «Comment un parti s'éloigne de sa base » Janvier 2015, Julian Mischi

Le Monde, « Huit pommes de discorde entre EELV et le PS » 4 juillet 2013

Le Monde, « Les écologistes bloquent les alliances avec le PS pour les municipales » 6 juillet 2013, par Raphaëlle Besse Desmoulières

Le Monde, « Le parti socialiste vise les 500 000 adhérents d'ici à 2017 », 13 décembre 2014, par Nicolas Chapuis

Le Monde, « Après les départementales, quel est le premier parti de France » 31 mars 2015, par Alexandre Pouchard

Le Parisien, « UMP : Fillon et Copé revendiquent tous les deux la victoire » 18 novembre 2012 par la rédaction du Parisien

Le Parisien, « Au MoDem, le casse-tête des alliances électorales » 27 décembre 2013

Le Parisien, « Rapprochement UDI/MoDem : pour Borloo le Centre doit pencher à droite », 9 septembre 2013

Le Parisien, « Municipales : accords PS-PCF dans 190 villes, PS-EELV dans au moins 170 villes » 21 janvier 2014

Libération, « FN : l'UMP d'en bas attirée par la flamme » 31 juillet 2013, par Geoffrey Livolsi

Mediapart, « Le mouvement de Clémentine Autain rejoint le Front de gauche » 12 juin 2011, par Lénaïg Bredoux ;

Sud-Ouest, « Le Parti socialiste aurait perdu 25 000 membres en deux ans », 15 juin 2014.

Sites internet :

<http://petitlien.fr/InseeChtx>

<http://petitlien.fr/unionfaitlaforce>

<http://GilAverous2014.fr>

<http://EricBellet2014.fr>

<http://interieur.gouv.fr/elections>

<http://u-m-p.org> : est devenu depuis www.republicains.fr

<http://parti-socialiste.fr> et <http://indre.parti-socialiste.fr>

<http://eelv.fr> et <http://centre.eelv.fr>

<http://mouvementdemocrate.fr>

<http://parti-udi.fr>

<http://planeteradical.org>

<http://frontnational.com>

Autres Sources :

BOY Daniel, Rapport d'étape « Enquête auprès des adhérents, coopérateurs et sympathisants d'EELV » Juin 2013

MOATI Serge, *Adieu le Pen*, Images et Compagnie, 2014, 80 minutes

EYMERI-DOUZANS Jean-Michel, « Théorie, modèles et cadres d'analyses des politiques publiques », cours magistral du parcours Expertise de la décision publique, IEP de Toulouse, 2013

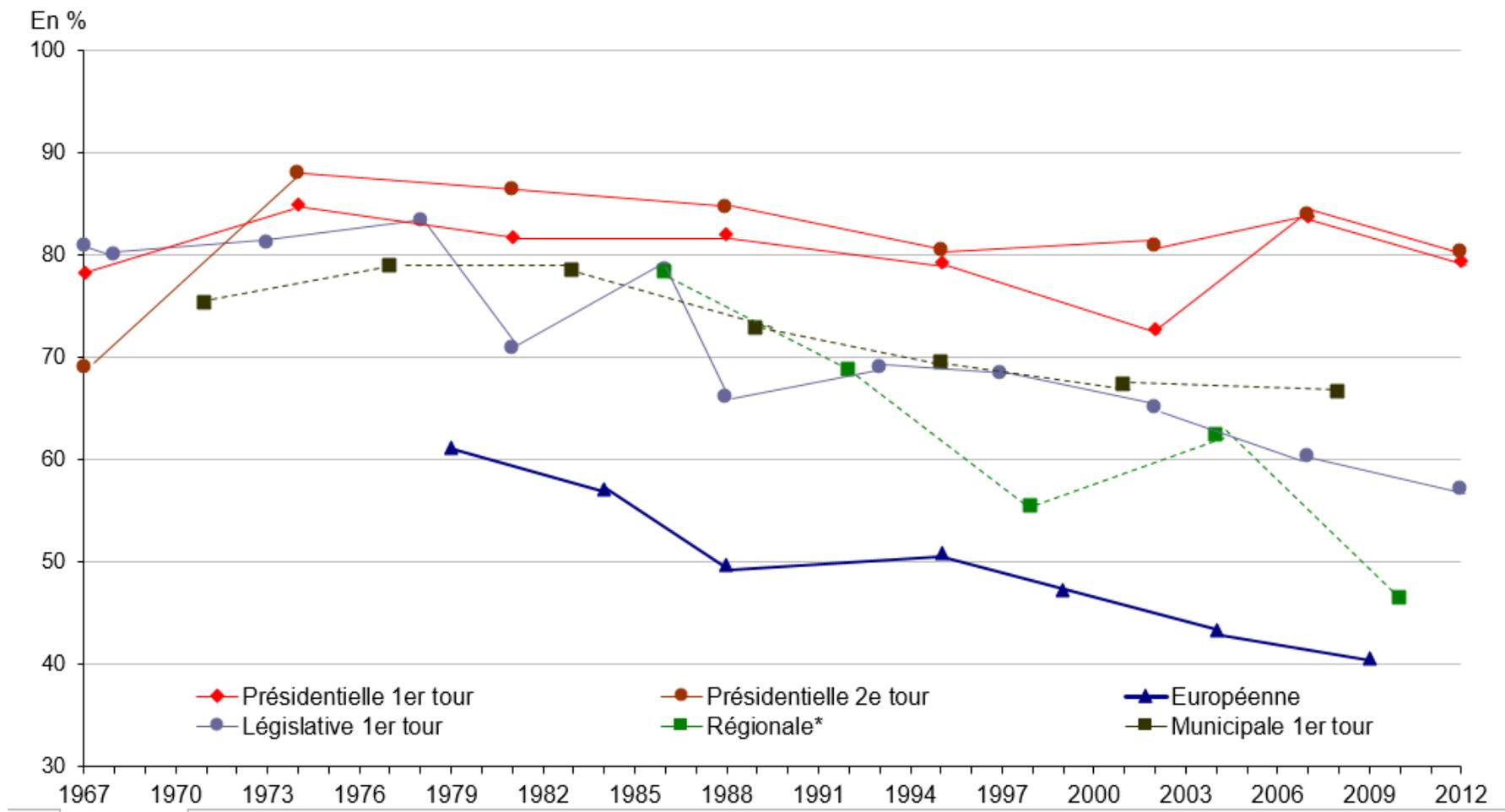
EYMERI-DOUZANS Jean-Michel, « Sociologie de l'action publique », cours magistral du Master Conseil et Expertise de la décision publique, IEP de Toulouse, 2014.

Annexes :

<u>Annexe n°1 : Évolution de la participation électorale</u>	p 79
<u>Annexe n°2 : Nombres d'élus des partis politiques :</u>	p 80
<u>Annexe n°3 : Tableau comparatif des programmes</u>	p 81
<u>Annexe n° 4 : Tract de Mr Tellier</u>	p 85
<u>Annexe n°5 : Grilles d'entretiens</u>	p 86
<u>Annexe n°6 : Modèle de Gary Klein</u>	p 93
<u>Annexe n°7 Présentation succinctes des acteurs de l'élection</u>	p 94

Annexe n°1 : Évolution de la participation aux élections

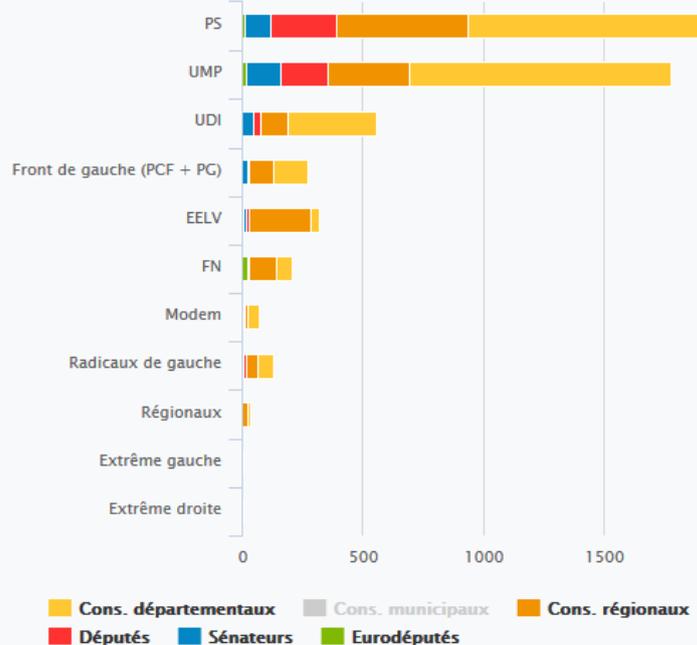
Source : Ministère de l'intérieur



Annexe n°2 : Nombres d'élus des partis politiques :

► Le PS a encore le plus d'élus en France tous échelons confondus

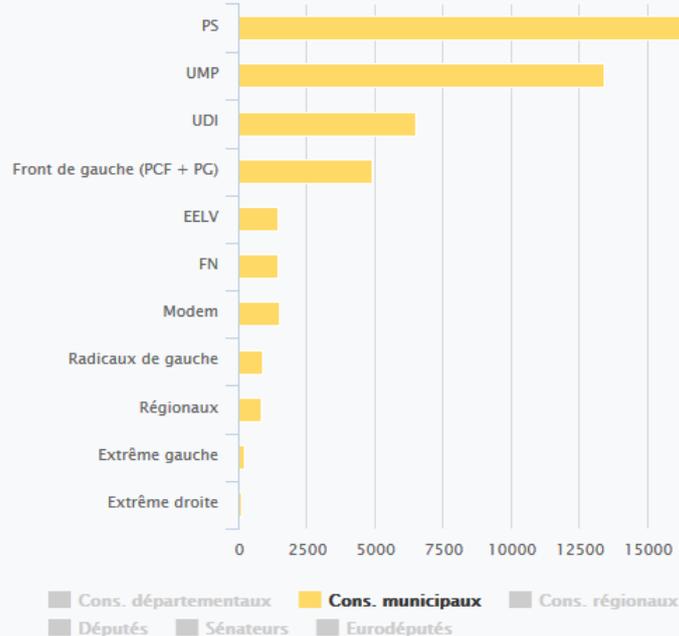
Hors "divers droite", "divers gauche" et "divers", qui représentent la majorité des élus étiquetés. Vous pouvez faire apparaître les conseillers municipaux en cliquant sur la légende sous le graphique.



Répertoire national des élus / ministère de l'intérieur

► Le PS a encore le plus d'élus en France tous échelons confondus

Hors "divers droite", "divers gauche" et "divers", qui représentent la majorité des élus étiquetés. Vous pouvez faire apparaître les conseillers municipaux en cliquant sur la légende sous le graphique.



Répertoire national des élus / ministère de l'intérieur

Annexe n°3 : Tableau comparatif des programmes sur 3 sujets majeurs

Listes Sujets	Liste Colombier FN	Liste Clément	Liste Tellier	Liste Averous UMP-UDI-MODEM	Liste Bottemine PS-EELV-PRG-ADI	Liste Bellet Front de gauche
Fiscalité municipale	Baisse des impôts	« pas d'augmentation pendant 6 ans »	« Une ville qui maîtrise sa facture fiscale »	« 0% d'augmentation pendant le mandat »	« Pas d'augmentation des impôts locaux durant le mandat »	« Nous n'augmenterons pas les impôts locaux »
Piscine	« Nous proposons de doter Châteauroux d'un complexe aquatique »	« Nous travaillerons sur deux piscines »	« nous y implanterons un complexe aqua- ludique »	« Je m'engage à porter ce projet de centre aquatique »	je m'engage à construire rapidement une piscine	« Une piscine ? Non. Un centre aquatique ? Oui. »
Centre-ville	« La redynamisation du centre-ville est prioritaire » « un lieu privilegié	« ce plan tiendra compte du stationnement que nous rendrons gratuit,	« nous étendrons la gratuité du stationnement à 1 h 30 par demi- journée. Nous	« un calendrier annuel d'animations commerciales » « nous étendrons la carte de stationnement gratuit	« nous créerons des animations régulières, notamment des concerts ou des spectacles de rue » « nous mettrons en place une Opération prioritaire	« susciter tout au long de l'année une série d'animations » « Le stationnement sera gratuit deux heures, le

	<p>d'animations populaires »</p> <p>« Le samedi, nous porterons à trois heures la période de gratuité du stationnement dans les parkings Diderot et des Halles »</p>	<p>le samedi toute la journée et le mercredi après-midi »</p> <p>« Nous maîtriserons si nécessaire le foncier qui permettra de proposer aux commerçants des loyers accessibles »</p>	<p>allons revoir les tarifs de stationnement pour plus de cohérence »</p> <p>« nous étudierons le rachat de friches commerciales pour les mettre à disposition de commerçants en quête d'une première installation »</p>	<p>à deux fois une heure par jour, valable dans toutes les zones »</p>	<p>d'aide à l'installation du commerce »</p> <p>« Nous organiserons également le remboursement du parking en centre-ville les samedis et mercredis »</p>	<p>mercredi après-midi et le samedi toute la journée »</p> <p>« Sensibiliser des propriétaires de locaux commerciaux pour faire baisser les loyers »</p>
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Sources :

- ... La Nouvelle République du centre ouest, « S'ils sont élus, réaliseront-ils une piscine ou un complexe aquatique ? », 11 février 2014 ;
- ... La Nouvelle République du centre ouest, « Redynamiser le centre-ville », 18 février 2014 ;
- ... La Nouvelle République du centre ouest, « Circuler et stationner : le défi du centre-ville », 13 février 2014

- ... Gil Averous, carnets de campagnes n°4, 12 pages
- ... Mark Bottemine, tract programme n°1, 4 pages
- ... Eric Bellet, « le projet », 4 pages
- ... Arnaud Clément, document programme n°2, 8 pages
- ... Matthieu Colombier, « Mon projet pour Châteauroux », 4 pages
- ... Régis Tellier, « Vivre Châteauroux, les nouvelles de la campagne », 4 pages
- ... Mark Bottemine, « Châteauroux, une ville qui vous ressemble », 2 pages

Annexe n°4 : Tract de Régis Tellier

Liste sans étiquette, ouverte et de rassemblement citoyen.

Vivre Châteauroux

PAS BESOIN DE LEADERS POLITIQUES
dans notre campagne locale !
PAS BESOIN DE PARTIS POLITIQUES
pour gérer notre ville !

**Pour Châteauroux gérée par les
Castelroussins pour les Castelroussins**

Votez Régis TELLIER !



**Grand Rassemblement
du 1^{er} Tour**

Régis TELLIER et son équipe
ont le plaisir de vous inviter

Mercredi 19 mars à 19h30

SALLE BARBILLAT-TOURAINÉ
Belle-Isle - Avenue Daniel Bernardet
Présentation de la liste et de notre projet.

Un cocktail suivra cette rencontre.

Elections Municipales 23 et 30 mars 2014

Conception CC-Demart - Ne pas jeter sur la voie publique



FILLON À CHÂTEAUROUX

Nous aurions pu parler des nombreuses affaires de l'UMP, de sa position sur le FN et des épines dans le Buisson...

Mais FILLON, c'est le Premier Ministre qui a décidé le départ du 517^{ème} R.T. et ordonné la fermeture de la base de la Martinerie !

Et c'est lui qu'Avérous appelle à son secours ! Incroyable !

À CHÂTEAUROUX

TAUBIRA, SAPIN



Nous aurions pu parler des nombreuses affaires du PS, de Cahuzac ou de virées en scooter... Mais SAPIN, c'est l'homme de l'inversion de la courbe du chômage en 2013. Enfin, l'année prochaine. Ou celle d'après, promis...

Assez de mensonges et de scandales !

Vote Sanction !

Annexe n°5 : Grilles d'entretiens :

1/ Grille d'entretien pour les protagonistes locaux

Questions posées	Informations recherchées
Pouvez-vous vous présenter rapidement ?	
Poste au sein du parti / association ? Quels autres postes avez-vous déjà occupés ? Depuis combien de temps êtes-vous adhérent ? Vous êtes-vous engagé au moment d'une cause particulière ?	Définition de la trajectoire militante, position actuelle et passé dans le mouvement. Motivations et échelon (local ou autre) de l'engagement politique.
Avez-vous déjà été candidat à des élections? Si oui, des alliances ? Participation aux négociations ?	Niveau de connaissance de la personne en matière d'élections. Expérience des coalitions et de la politique en général.
Quelle était votre état d'esprit quant aux municipales ? Candidatures, alliances etc...	Voulait-il être candidat ? Position avant le début de la pré-campagne. Position par rapport à son éventuel mouvement politique ?
Quand et comment s'est déroulée la désignation des candidats ?	Refaire précisément le processus de désignation, chronologiquement et le plus détaillé possible.
Quel est le rôle du national et du départemental dans les désignations ?	Vérifier le lien entre les statuts et la réalité, plus de

	détail sur les désignations et le processus complet.
<p>Quel parti est à l'origine des négociations ? Pouvez-vous me faire un historique des négociations.</p>	<p>Refaire la chronologie des alliances de manière vague, voir ce qui est resté gravé dans la mémoire des candidats</p>
<p>Avez-vous reçu des consignes d'un niveau supérieur de votre parti sur des possibles alliances ?</p>	<p>Rôles des échelons sur les alliances</p>
<p>La position stratégique du parti (autonomie, alliance, autre) est-elle un sujet de discussion avec les militants ?</p>	<p>Lien entre les candidats et militants. (Attention chronologie désignation)</p>
<p>Les choix d'alliances se font-ils avec les militants ou non ?</p>	<p>Idem précédent avec focus sur les partis choisis pour alliances.</p>
<p>Les négociations se sont-elles déroulées parti par parti ou avec tous les partis autour de la table</p>	<p>Rentrer dans les détails des négociations.</p>
<p>Qui était présent aux négociations ? Les connaissiez-vous précédemment ? Quelles étaient vos relations avec ces personnes</p>	<p>Position des acteurs, passif entre les négociateurs, nombres etc...</p>
<p>Où se sont déroulées les négociations ? Combien de temps vous as t'il fallu pour atteindre un accord</p>	<p>Lieux, durée, dates etc... Obtenir précisions complètes.</p>
<p>Discussions sur les places, le programme en premier ? Des groupes de discussions différentes ?</p>	<p>Thèmes des discussions</p>
<p>Quel degré de précisions dans les discussions (postes, points précis du programme...)</p>	<p>Détails, points d'accords, points de clash, points non abordés.</p>

Accord papier, oral ? Signature ?	
Comment avez-vous communiqué sur les alliances ?	Publicisation des accords ? Comparer avec presse.
Validation du départemental ou national sur les accords ? Vérification des textes ?	Revenir sur le rôle du national et du départemental
Pareil pour le 2 nd tour !	
Quel parti est à l'origine des négociations ? Pouvez-vous me faire un historique des négociations.	Refaire la chronologie des alliances de manière vague, voir ce qui est resté gravé dans la mémoire des candidats
Avez-vous reçu des consignes d'un niveau supérieur de votre parti sur des possibles alliances ?	Rôles des échelons sur les alliances
La position stratégique du parti (autonomie, alliance, autre) est-elle un sujet de discussion avec les militants ?	Lien entre les candidats et militants. (Attention chronologie désignation)
Les choix d'alliances se font-ils avec les militants ou non ?	Idem précédent avec focus sur les partis choisis pour alliances.
Les négociations se sont-elles déroulées parti par parti ou avec tous les partis autour de la table	Rentrer dans les détails des négociations.
Qui était présent aux négociations ? Les connaissiez-vous précédemment ? Quelles étaient vos relations avec ces personnes	Position des acteurs, passif entre les négociateurs, nombres etc...

Où se sont déroulées les négociations ? Combien de temps vous as t'il fallut pour atteindre un accord	Lieux, durée, dates etc... Obtenir précisions complètes.
Discussions sur les places, le programme en premier ? Des groupes de discussions différentes ?	Thèmes des discussions
Quel degré de précisions dans les discussions (postes, points précis du programme...)	Détails, points d'accords, points de clash, points non abordés.
Accord papier, oral ? Signature ?	
Comment avez-vous communiqué sur les alliances ?	Publicisation des accords ? Comparer avec presse.
Validation du départemental ou national sur les accords ? Vérification des textes ?	Revenir sur le rôle du national et du départemental
Refaire le détail des négociations pour le 2nd tour.	
Les municipales ont elle influées sur les accords possibles aux élections suivantes ? Sénat ou département qui sont des élections où vous avez pu avoir un rôle important que pour les municipales ?	Savoir où en sont les relations avec les interlocuteurs et l'influence des municipales sur cela
Avez-vous des questions à me poser ?	Intérêt des acteurs pour l'étude, thèmes oubliés...

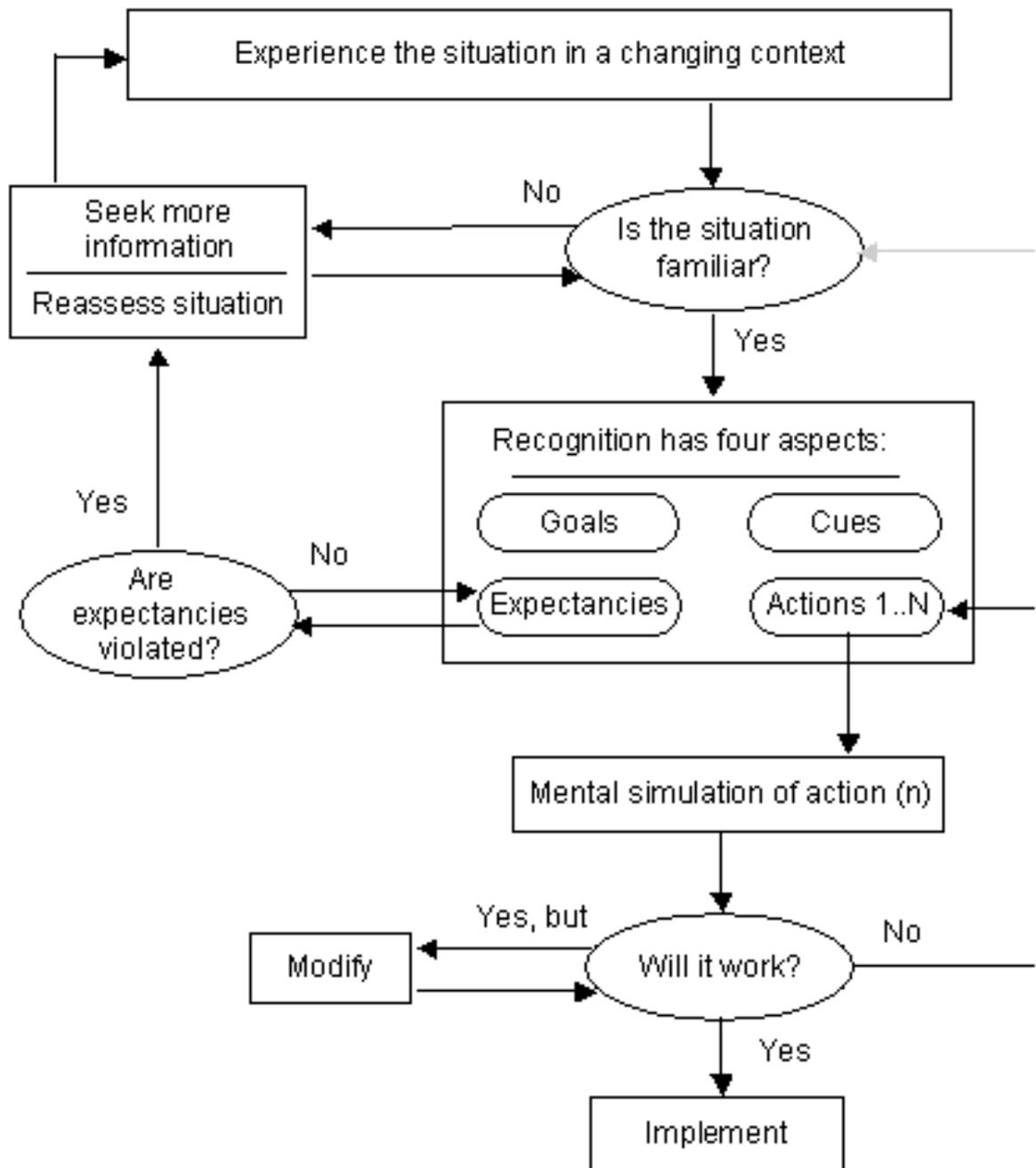
2) Grille d'entretien pour les acteurs nationaux ou départementaux des partis :

Questions posées	Informations recherchées
Pouvez-vous vous présenter rapidement ?	
Poste au sein du parti / association ? Quels autres postes avez-vous déjà occupés ? Depuis combien de temps êtes-vous adhérent ? Vous êtes-vous engagé au moment d'une cause particulière ?	Définition de la trajectoire militante, position actuelle et passé dans le mouvement.
Relation avec le terrain étudié ? Lien hiérarchique avec les militants du terrain étudié ?	Proximité avec les acteurs locaux, type de relation avec les acteurs locaux
Que pouvez-vous me dire du contexte politique castelroussin ? Est-ce un territoire particulièrement suivi ou ayant des attrait particulier pour votre mouvement ?	Degré de connaissance du territoire et intérêt pour celui-ci pour la personne et le mouvement.
Comment se déroule les élections municipales pour votre structure ? Existe-t-il une instance particulière chargée de suivre les élections à votre niveau hiérarchique ?	Fonctionnement des élections du point de vue des acteurs nationaux ou régionaux ou départementaux. Degré d'indépendance du local face au national. Degré d'application des statuts dans la réalité.
Avez-vous un mot à dire dans les choix des groupes locaux / section pour les élections municipales ? <ul style="list-style-type: none"> • En termes de choix pour la position adoptée (autonomie, alliance)? • En termes de partis avec qui vous discutez ? 	Degré d'influence des fédérations sur leurs groupes locaux. Choix sur les candidats ? Sur les partis abordés ?

<ul style="list-style-type: none"> • En termes de validation des candidatures ? • En termes de validation des candidatures ? 	Validation ou non par ce niveau hiérarchique ?
<p>Si influence sur les accords :</p> <p>Quelle position dans les négociations ? Présence ou non d'un représentant de ce niveau hiérarchique ? Retour de la part du niveau local ?</p> <p>Droit de regard sur les documents ?</p>	Savoir à quel point le niveau supérieur agit sur les négociations ?
Les relations avec les groupes locaux sont-elles plutôt formelles ou non	Savoir quel types de relations entretient la personne avec les candidats
<p>Sur l'entre 2 tours :</p> <p>Si influence, pouvez-vous me parler des faits du 2nd tour, refaire le fil de la validation des listes remaniées</p>	Refaire la chronologie des événements. Précisions pour les listes de gauche.
Même question sur les validations des accords, présence aux négociations et validation des candidatures	Même point que sur le 1 ^{er} tour mais avec les particularités posés à gauche par l'alliance surprenante
Y-a-t-il eu une validation spéciale ou une implication du national pour le cas de Châteauroux (pour la gauche)	Influence du national ou non sur ce cas précis
Les municipales ont-elles influé sur les accords possibles aux élections suivantes ? Sénat ou département qui sont des élections où	Savoir où en sont les relations avec les interlocuteurs

vous avez pu avoir un rôle important que pour les municipales ?	et l'influence des municipales sur cela
Avez-vous des questions à me poser ?	

Annexe n°6 : Modèle de Gary Klein



Annexe n°7 : Présentation succinctes des acteurs majeurs de cette campagne:

Mr Matthieu Colombier : Conseiller Régional Front National, il est aussi secrétaire départementale du parti dans l'Indre. Il présente la première liste FN aux municipales de Châteauroux depuis 1995. Il est élu en mars 2014.

Mr Arnaud Clément : enseignant, membre du RPR, puis de Debout la République (qu'il quitte pendant la période des élections). Il est candidat en 2001 sur la liste de Mr Mayet et devient élu après une démission à mi-mandat. Réélu sur la même liste en 2008, il est adjoint en charge de l'éducation. En 2009 il est 3^{ème} de la liste DLR aux élections européennes qui recueille 1.43% des suffrages.

Après ces élections municipales, il est réélu dans l'opposition.

Mr Régis Tellier : Proche des partis du centre et de la droite pendant une longue période et trésorier du « club 89 » de l'Indre, il n'est adhérent à aucun parti quand il est élu en 2001 sur la liste de Mr Mayet. Ancien salarié d'EDF, il gère l'hôtel de l'Élysée, un trois étoiles du centre-ville. Il est réélu en mars 2014, dans l'opposition mais refuse de siéger et démissionne immédiatement.

Mr Gil Averous : Fonctionnaire territorial, il rejoint l'UDF puis le RPR sans quitter ce parti depuis. Il est élu municipal depuis ses 18 ans dans des communes alentours de Châteauroux et au moment des municipales de 2014, il termine son mandat de Maire de Fontguenand. En 2014 il est élu maire de Châteauroux et ensuite président de la communauté d'agglomération.

Mr Marc Fleuret : sportif de haut niveau, entraîneur de l'équipe nationale de Judo, il se concentre sur la politique ces dernières années. Membre de l'UDI et proche du centre depuis sa jeunesse, il participe aux négociations pour son mouvement en 2013-2014. Il est élu en mars 2014 et devient adjoints aux sports.

Mr Dorian Da-Silva : étudiant en droit de 28 ans, il est membre du MODEM. Candidat aux élections législatives de 2012, en charge des jeunes du MODEM de l'Indre, il ne sera pas candidats en 2014 mais réalise les négociations.

Mr Michel Arroyo : retraité, il était le leader de la section locale du PRG. En 2013, après son départ du parti, il fonde l'ADI pour se présenter aux élections municipales. Il est élu sortant de l'opposition et ne sera pas réélu en 2014.

Mr Philippe Élion : Professeur au collège, il est membre des Verts de longue date après avoir été au Parti Socialiste Unifié. En 2014 il défend une alliance avec le PS après l'échec

du montage d'une liste indépendante. Au moment du 2nd tour, il se maintient sur la liste en s'écartant d'EELV qui le menace d'exclusion.

Mr Mark Bottemine : Directeur de l'aéroport de Châteauroux, il a rejoint le PS en 2001 et arrive à Châteauroux en 2008 avec sa prise de fonction. Dans la section castelroussine qu'il dirigeait jusqu'à il y a quelques mois, il est plus proche de Michel Sapin. Il est élu lors des élections de mars et siège dans l'opposition.

Mr Éric Bellet : Directeur de l'école de danse et du festival DARC de Châteauroux, c'est un personnage important du monde culturel et associatif local. Non encarté et sans historique politique partisan, il est proche du Front de Gauche. Il devient conseiller municipal en 2014 avec deux autres personnes de sa liste.

Mme Élisabeth Milon : nous n'avons pas de biographie pour la seule candidate tête de liste de cette élection. Elle mène la liste Lutte Ouvrière et ne sera pas élue.